

# 6.

# COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

---

<b>6. COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI</b>	<b>117</b>
6.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	<b>118</b>
6.2 Comptes de résultat consolidés	<b>119</b>
6.3 Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	<b>120</b>
6.4 États consolidés de la situation financière	<b>121</b>
6.5 Tableaux de flux de trésorerie consolidés	<b>122</b>
6.6 Tableaux de variation des capitaux propres consolidés	<b>123</b>
6.7 Notes sur les comptes consolidés	<b>124</b>

# 6.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

## Exercice clos le 31 décembre 2011

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Cap Gemini S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 1-E aux comptes consolidés expose les méthodes de comptabilisation du chiffre d'affaires et des coûts liés aux prestations à long terme. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Groupe et des informations fournies dans la note précitée, nous nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues.
- Le montant des écarts d'acquisition, figurant au bilan consolidé, s'élève à 3 768 millions d'euros. Les notes 1-H et 12 aux comptes consolidés exposent les principes et méthodes comptables ainsi que les modalités relatives à l'approche retenue par le groupe pour la détermination de la valeur d'utilité de ces actifs. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent.
- Un montant d'actif d'impôts différés de 1 020 millions d'euros figure au bilan consolidé dont les modalités de détermination sont décrites dans les notes 1-K et 13 aux comptes consolidés. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons validé la cohérence d'ensemble des données et des hypothèses retenues ayant servi à l'évaluation des actifs d'impôts différés. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Neuilly-sur-Seine, le 10 avril 2012

PricewaterhouseCoopers Audit

Serge Villepelet  
Associé

Edouard Sattler  
Associé

Paris La Défense, le 10 avril 2012

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Jean-Luc Decornoy  
Associé

Jacques Pierre  
Associé

## 6.2 Comptes de résultat consolidés

	Notes	2009		2010		2011	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
<i>en millions d'euros</i>							
<b>Chiffre d'affaires</b>	3	<b>8 371</b>	<b>100</b>	<b>8 697</b>	<b>100</b>	<b>9 693</b>	<b>100</b>
Coûts des services rendus	4	(6 366)	(76,1)	(6 631)	(76,2)	(7 425)	(76,6)
Frais commerciaux	4	(629)	(7,5)	(680)	(7,8)	(746)	(7,7)
Frais généraux et administratifs	4	(781)	(9,3)	(799)	(9,2)	(809)	(8,3)
<b>Marge opérationnelle</b>		<b>595</b>	<b>7,1</b>	<b>587</b>	<b>6,8</b>	<b>713</b>	<b>7,4</b>
Autres produits opérationnels	5	7	0,1	6	0,1	-	-
Autres charges opérationnelles	5	(269)	(3,2)	(104)	(1,3)	(118)	(1,3)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>333</b>	<b>4,0</b>	<b>489</b>	<b>5,6</b>	<b>595</b>	<b>6,1</b>
Produits des équivalents de trésorerie et des actifs de gestion de trésorerie	6	22	0,3	20	0,3	23	0,2
Coût de l'endettement financier brut	6	(65)	(0,8)	(74)	(0,9)	(88)	(0,9)
Coût de l'endettement financier net	6	(43)	(0,5)	(54)	(0,6)	(65)	(0,7)
Autres produits financiers	6	75	0,9	22	0,2	64	0,7
Autres charges financières	6	(125)	(1,6)	(55)	(0,6)	(104)	(1,1)
<b>Résultat financier</b>		<b>(93)</b>	<b>(1,2)</b>	<b>(87)</b>	<b>(1,0)</b>	<b>(105)</b>	<b>(1,1)</b>
<b>Charge d'impôt</b>	7	<b>(61)</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(124)</b>	<b>(1,4)</b>	<b>(101)</b>	<b>(1,0)</b>
<b>Résultat des entreprises associées</b>		<b>(1)</b>	-	-	-	-	-
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>178</b>	<b>2,1</b>	<b>278</b>	<b>3,2</b>	<b>389</b>	<b>4,0</b>
<i>Dont : Part du Groupe</i>		178	2,1	280	3,2	404	4,2
<i>Intérêts minoritaires</i>		-	-	(2)	-	(15)	(0,2)
<b>RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)</b>							
Résultat de base par action	8	1,23		1,83		2,63	
Résultat dilué par action	8	1,22		1,74		2,49	

## 6.3 Produits et charges comptabilisés en capitaux propres

<i>en millions d'euros</i>	Notes	2009	2010	2011
Écarts de conversion	9	42	158	9
Réévaluation des instruments dérivés de couverture, nette d'impôts différés	19	27	9	(41)
Écarts actuariels sur les régimes de retraites à prestations définies, nets d'impôts différés	20	(120)	(101)	(224)
Autres produits		-	1	-
<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES</b>		<b>(51)</b>	<b>67</b>	<b>(256)</b>
<b>Résultat net (rappel)</b>		<b>178</b>	<b>278</b>	<b>389</b>
Si ces produits et charges comptabilisés en capitaux propres avaient été comptabilisés en résultat, le résultat net aurait été de :		127	345	133
<i>Dont : Part du Groupe</i>		-	347	149
<i>Intérêts minoritaires</i>		-	(2)	(16)

## 6.4 États consolidés de la situation financière

<i>en millions d'euros</i>	Notes	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2011
Écarts d'acquisition	10	2 750	3 201	3 768
Immobilisations incorporelles	10	116	169	154
Immobilisations corporelles	11	421	499	547
Impôts différés	13	887	891	1 020
Autres actifs non courants	14	112	115	119
<b>Total actif non courant</b>		<b>4 286</b>	<b>4 875</b>	<b>5 608</b>
Clients et comptes rattachés	15	2 067	2 371	2 685
Impôts courants		54	40	55
Autres créances courantes	16	203	306	370
Actifs de gestion de trésorerie	17	-	71	73
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	2 603	2 305	2 223
<b>Total actif courant</b>		<b>4 927</b>	<b>5 093</b>	<b>5 406</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>9 213</b>	<b>9 968</b>	<b>11 014</b>

<i>en millions d'euros</i>	Notes	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2011
Capital social		1 233	1 246	1 246
Primes d'émission et d'apport		2 842	2 875	2 875
Réserves et report à nouveau		(40)	(87)	(269)
Résultat de l'exercice		178	280	404
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>	9	<b>4 213</b>	<b>4 314</b>	<b>4 256</b>
Intérêts minoritaires		-	(7)	27
<b>Capitaux propres</b>		<b>4 213</b>	<b>4 307</b>	<b>4 283</b>
Dettes financières à long terme	17	1 057	1 102	1 135
Impôts différés	13	153	178	183
Provisions pour retraites et engagements assimilés	20	680	804	1 099
Provisions non courantes	21	21	13	15
Autres dettes non courantes	22	95	279	322
<b>Total passif non courant</b>		<b>2 006</b>	<b>2 376</b>	<b>2 754</b>
Dettes financières à court terme et découverts bancaires	17	278	210	702
Dettes opérationnelles	23	2 026	2 305	2 340
Acomptes clients et produits constatés d'avance	15	567	576	661
Provisions courantes	21	28	53	48
Impôts courants		52	61	89
Autres dettes courantes	24	43	80	137
<b>Total passif courant</b>		<b>2 994</b>	<b>3 285</b>	<b>3 977</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>9 213</b>	<b>9 968</b>	<b>11 014</b>

## 6.5 Tableaux de flux de trésorerie consolidés

en millions d'euros

	Notes	2009	2010	2011
<b>Résultat net, part du Groupe</b>		<b>178</b>	<b>280</b>	<b>404</b>
Intérêts minoritaires		-	(2)	(15)
Dépréciation des écarts d'acquisition	12	12	-	-
Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations	10 -11	164	176	188
Dotations aux provisions (nettes)		(54)	(2)	(33)
Moins-values de cession d'actifs		4	5	13
Charge liée aux souscriptions d'actions, aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions	5	19	16	17
Coût de l'endettement financier (net)	6	43	54	65
Charge d'impôt	7	61	124	101
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur et autres		18	(23)	3
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier (net) et impôt (A)</b>		<b>445</b>	<b>628</b>	<b>743</b>
<b>Impôt versé (B)</b>		<b>(56)</b>	<b>(52)</b>	<b>(104)</b>
Variation liée aux créances clients et comptes rattachés, acomptes clients et produits constatés d'avance		309	(85)	(140)
Variation liée aux coûts capitalisés sur projets		(15)	(16)	5
Variation liée aux dettes fournisseurs		(73)	3	(81)
Variation liée aux autres créances et dettes		(115)	25	(74)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (C)</b>		<b>106</b>	<b>(73)</b>	<b>(290)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ (D=A+B+C)</b>		<b>495</b>	<b>503</b>	<b>349</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10 -11	(119)	(144)	(158)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		24	11	3
		<b>(95)</b>	<b>(133)</b>	<b>(155)</b>
Décaissements liés aux regroupements d'entreprises nets de leur trésorerie	2	(11)	(218)	(554)
Encaissements (nets) liés aux cessions de sociétés et d'activités		3	1	-
Encaissements / décaissements (nets) liés aux dépôts et investissements à long terme		(5)	(13)	11
Décaissements liés aux actifs de gestion de trésorerie		-	(71)	(2)
Dividendes reçus des entreprises associées		-	1	1
		<b>(13)</b>	<b>(300)</b>	<b>(544)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (E)</b>		<b>(108)</b>	<b>(433)</b>	<b>(699)</b>
Augmentations de capital		225	46	-
Augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires		-	-	34
Dividendes versés		(143)	(122)	(154)
Encaissements / décaissements (nets) liés aux opérations sur actions propres		8	(1)	(7)
Augmentation des dettes financières	17	569	10	817
Remboursements des dettes financières	17	(310)	(367)	(381)
Intérêts financiers versés	6	(26)	(32)	(53)
Intérêts financiers reçus	6	22	21	23
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F)</b>		<b>345</b>	<b>(445)</b>	<b>279</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE (G=D+E+F)</b>		<b>732</b>	<b>(375)</b>	<b>(71)</b>
Incidence des variations des cours des devises (H)		60	85	(12)
<b>TRÉSORERIE D'OUVERTURE (I)</b>	17	<b>1 805</b>	<b>2 597</b>	<b>2 307</b>
<b>TRÉSORERIE DE CLÔTURE (G+H+I)</b>	17	<b>2 597</b>	<b>2 307</b>	<b>2 224</b>

Les flux de trésorerie relatifs à l'exercice sont commentés en Note 18 – Flux de trésorerie.

## 6.6 Tableaux de variation des capitaux propres consolidés

en millions d'euros	Notes	Nombre d'actions	Primes		Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres		Capitaux propres (part du Groupe)	Intérêts minoritaires <sup>(1)</sup>	Total capitaux propres
			Capital social	d'émission et d'apport			Écart de conversion	Autres			
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>		<b>145 844 938</b>	<b>1 167</b>	<b>2 689</b>	<b>(84)</b>	<b>628</b>	<b>(277)</b>	<b>(184)</b>	<b>3 939</b>	-	<b>3 939</b>
Dividendes versés au titre de l'exercice 2008		-	-	-	-	(143)	-	-	(143)	-	(143)
OCEANE	17	-	-	-	-	39	-	-	39	-	39
Instruments de motivation et actionnariat salarié	9	8 332 458	66	153	-	25	-	-	244	-	244
Actions propres	9	-	-	-	5	2	-	-	7	-	7
<b>Transactions avec les actionnaires</b>		<b>8 332 458</b>	<b>66</b>	<b>153</b>	<b>5</b>	<b>(77)</b>	-	-	<b>147</b>	-	<b>147</b>
<b>Produits et charges comptabilisés en capitaux propres</b>		-	-	-	-	-	<b>42</b>	<b>(93)</b>	<b>(51)</b>	-	<b>(51)</b>
<b>Résultat net</b>		-	-	-	-	<b>178</b>	-	-	<b>178</b>	-	<b>178</b>
<b>Au 31 décembre 2009</b>		<b>154 177 396</b>	<b>1 233</b>	<b>2 842</b>	<b>(79)</b>	<b>729</b>	<b>(235)</b>	<b>(277)</b>	<b>4 213</b>	-	<b>4 213</b>
Dividendes versés au titre de l'exercice 2009		-	-	-	-	(122)	-	-	(122)	-	(122)
Instruments de motivation et actionnariat salarié	9	1 592 966	13	33	-	15	-	-	61	-	61
Droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires de CPM Braxis (43,94 %)	2	-	-	-	-	(185)	-	-	(185)	(5)	(190)
Actions propres	9	-	-	-	(2)	2	-	-	-	-	-
<b>Transactions avec les actionnaires</b>		-	<b>13</b>	<b>33</b>	<b>(2)</b>	<b>(290)</b>	-	-	<b>(246)</b>	<b>(5)</b>	<b>(251)</b>
<b>Produits et charges comptabilisés en capitaux propres</b>		-	-	-	-	-	<b>158</b>	<b>(91)</b>	<b>67</b>	-	<b>67</b>
<b>Résultat net</b>		-	-	-	-	<b>280</b>	-	-	<b>280</b>	<b>(2)</b>	<b>278</b>
<b>Au 31 décembre 2010</b>		<b>155 770 362</b>	<b>1 246</b>	<b>2 875</b>	<b>(81)</b>	<b>719</b>	<b>(77)</b>	<b>(368)</b>	<b>4 314</b>	<b>(7)</b>	<b>4 307</b>
Dividendes versés au titre de l'exercice 2010		-	-	-	-	(154)	-	-	(154)	-	(154)
Instruments de motivation et actionnariat salarié	9	-	-	-	-	17	-	-	17	-	17
Ajustements sur droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires de CPM Braxis et variation des pourcentages d'intérêts	2	-	-	-	-	(64)	-	-	(64)	50	(14)
Actions propres	9	-	-	-	(3)	(3)	-	-	(6)	-	(6)
<b>Transactions avec les actionnaires</b>		-	-	-	<b>(3)</b>	<b>(204)</b>	-	-	<b>(207)</b>	<b>50</b>	<b>(157)</b>
<b>Produits et charges comptabilisés en capitaux propres</b>		-	-	-	-	-	<b>10</b>	<b>(265)</b>	<b>(255)</b>	<b>(1)</b>	<b>(256)</b>
<b>Résultat net</b>		-	-	-	-	<b>404</b>	-	-	<b>404</b>	<b>(15)</b>	<b>389</b>
<b>Au 31 décembre 2011</b>		<b>155 770 362</b>	<b>1 246</b>	<b>2 875</b>	<b>(84)</b>	<b>919</b>	<b>(67)</b>	<b>(633)</b>	<b>4 256</b>	<b>27</b>	<b>4 283</b>

(1) En 2009, les intérêts minoritaires étaient négligeables. Les principales variations en 2010 et 2011 correspondent aux intérêts minoritaires de CPM Braxis acquis le 6 octobre 2010, cf. Note 2 – Évolution du périmètre.

## 6.7 Notes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2011

Note 1 - Principes comptables.....	124
Note 2 - Évolution du périmètre.....	132
Note 3 - Chiffre d'affaires.....	135
Note 4 - Charges opérationnelles par nature.....	135
Note 5 - Autres produits et charges opérationnels.....	136
Note 6 - Résultat financier.....	137
Note 7 - Charge d'impôt.....	137
Note 8 - Résultat par action.....	138
Note 9 - Capitaux propres.....	140
Note 10 - Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles.....	145
Note 11 - Immobilisations corporelles.....	146
Note 12 - Tests de dépréciation d'actifs.....	147
Note 13 - Impôts différés.....	148
Note 14 - Autres actifs non courants.....	150
Note 15 - Clients et comptes rattachés.....	151
Note 16 - Autres créances courantes.....	152
Note 17 - Trésorerie nette.....	152
Note 18 - Flux de trésorerie.....	157
Note 19 - Instruments dérivés et gestion des risques de change et de taux d'intérêt.....	159
Note 20 - Provisions pour retraites et engagements assimilés.....	162
Note 21 - Provisions courantes et non courantes.....	167
Note 22 - Autres dettes non courantes.....	167
Note 23 - Dettes opérationnelles.....	168
Note 24 - Autres dettes courantes.....	168
Note 25 - Information sectorielle.....	168
Note 26 - Effectifs.....	175
Note 27 - Engagements hors bilan.....	175
Note 28 - Transactions avec des parties liées.....	177
Note 29 - Événements postérieurs à la clôture.....	177
Note 30 - Liste par pays des principales sociétés consolidées.....	178

### NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés au 31 décembre 2011, ainsi que les notes afférentes, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 15 février 2012. Les états financiers consolidés deviendront définitifs après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires prévue le 24 mai 2012.

#### Base de préparation des comptes

##### Référentiel IFRS

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2011 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) et adoptées par l'Union

Européenne au 31 décembre 2011 (publication au Journal Officiel de l'Union Européenne).

Par ailleurs, le Groupe tient compte des positions adoptées par le Syntec Informatique, organisation représentant les principales sociétés de conseil et de services informatiques en France, sur les modalités d'application de certaines normes IFRS.

##### Nouvelles normes et interprétations applicables en 2011

Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire (publiés par l'IASB, approuvés par l'UE, entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011)

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont identiques à ceux appliqués dans les comptes annuels au 31 décembre 2010, à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations entrés en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Ces normes, amendements et interprétations d'application obligatoire n'ont pas d'impact pour le Groupe.

Nouvelles normes, amendements et interprétations non appliqués par anticipation (publiés par l'IASB, approuvés par l'UE, non encore entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011)

Au cours de l'exercice 2011, aucune nouvelle norme, amendement et interprétation n'a été publié par l'IASB, approuvé par l'UE et n'est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore approuvés (publiés par l'IASB, non encore approuvés par l'UE, non encore entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011)

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore approuvés par l'UE au 31 décembre 2011 ni encore entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

En juin 2011, l'IASB a publié des amendements à la norme IAS 19 « Avantages au personnel » qui conduisent notamment à l'obligation d'évaluer le rendement attendu des actifs de régime sur une base normative (via le taux d'actualisation utilisé pour évaluer la dette), qui impactera le résultat financier. Par ailleurs, l'impact des coûts des services passés sera comptabilisé intégralement en résultat l'année des modifications des caractéristiques du plan et/ou de l'arrivée de nouveaux entrants. La suppression de la méthode du « corridor » prévu par l'amendement n'aura pas d'incidence pour le groupe, les écarts actuariels nets de l'exercice étant déjà enregistrés dans le montant de la provision pour retraite en contrepartie des produits et charges comptabilisés en capitaux propres.

L'application anticipée des autres normes, amendements et interprétations n'aurait pas entraîné d'impact significatif dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011.

##### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui pourraient avoir un impact sur les



montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments du compte de résultat ou des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques et d'hypothèses susceptibles de variations dans le temps et comportent certains aléas. Elles concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait dans le cadre de la méthode à l'avancement, la reconnaissance d'impôts différés actifs, l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs, les engagements de retraites, la juste valeur des instruments dérivés et les provisions.

## Synthèse des principes comptables significatifs appliqués par le Groupe Capgemini

### A) Méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Cap Gemini S.A. a directement ou indirectement un contrôle sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle existe lorsque Cap Gemini S.A. a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de la société de manière à tirer avantage de ses activités.

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Cap Gemini S.A. a directement ou indirectement un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Selon cette méthode, le Groupe inclut sa quote-part dans les produits et charges, actifs et passifs de l'entreprise sous contrôle conjoint dans les lignes appropriées de ses états financiers.

Les sociétés sur la gestion desquelles Cap Gemini S.A. a directement ou indirectement une influence notable, sans toutefois exercer un contrôle exclusif ou conjoint, sont mises en équivalence. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte de résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée.

La participation du Groupe dans celle-ci est comptabilisée dans l'état de la situation financière consolidée dans le poste « Autres actifs non courants » pour un montant reflétant la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée.

Le périmètre de consolidation figure en Note 30 – Liste par pays des principales sociétés consolidées.

Les sociétés consolidées par le Groupe ont établi leurs comptes au 31 décembre 2011, selon les principes comptables appliqués par le Groupe.

Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Le Groupe ne contrôle pas d'entité ad hoc non consolidée.

### B) Conversion des états financiers

Les comptes consolidés présentés dans ce rapport ont été établis en euros.

Les postes de l'état de la situation financière consolidée exprimés en devises sont convertis en euros aux taux de clôture de l'exercice, à l'exception des capitaux propres qui sont conservés à leur valeur historique. Les comptes de résultat exprimés en devises étrangères sont convertis aux taux moyens de la période. Néanmoins, pour certaines transactions significatives, il peut être jugé plus pertinent d'utiliser un taux de conversion spécifique. Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux ne sont pas incluses dans le compte de résultat de la période mais affectées directement en réserves de conversion.

Les différences de change ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans des filiales étrangères sont inscrites en réserves de conversion pour leur montant net d'impôt.

Les écarts de change sur créances et dettes libellées en devises étrangères sont comptabilisés en résultat d'exploitation ou en résultat financier selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les taux de change utilisés pour convertir les états financiers des principales filiales du Groupe sont les suivants :

	Taux moyens			Taux de clôture		
	2009	2010	2011	2009	2010	2011
Dollar américain	0,71958	0,75513	0,71920	0,69745	0,75301	0,77286
Livre sterling	1,12282	1,16610	1,15272	1,10619	1,16252	1,19717
Dollar canadien	0,63110	0,73312	0,72716	0,66494	0,75330	0,75672
Couronne suédoise	0,09423	0,10485	0,11079	0,09713	0,11095	0,11221
Dollar australien	0,56623	0,69368	0,74193	0,62360	0,76458	0,78598
Couronne norvégienne	0,11465	0,12492	0,12832	0,12016	0,12789	0,12897
Roupie indienne	0,01487	0,01652	0,01544	0,01491	0,01676	0,01455
Zloty polonais	0,23133	0,25039	0,24340	0,24243	0,25221	0,22432
Real brésilien	0,36233	0,42919	0,43031	0,40106	0,45082	0,41392

### C) Compte de résultat consolidé

Afin de mieux appréhender les particularités de son activité, le Groupe présente un compte de résultat par fonction qui analyse les charges opérationnelles comme suit : coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), frais commerciaux et frais généraux et administratifs.

Ces trois postes représentent les charges opérationnelles qui, déduites du chiffre d'affaires, permettent d'obtenir la marge opérationnelle, un des principaux indicateurs de performance de l'activité du Groupe.

Le résultat d'exploitation est obtenu en déduisant de la marge opérationnelle les autres produits et charges opérationnels. Ceux-ci comprennent la charge résultant de l'étalement de la juste valeur des actions et options de souscription d'actions attribuées au personnel, ainsi que les charges ou produits non récurrents, notamment les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins-values de cession de sociétés consolidées ou d'activités, les charges de restructuration afférentes à des plans approuvés par les organes de direction du Groupe, les coûts d'acquisition et d'intégration des sociétés acquises par le Groupe, ainsi que les effets des réductions et des liquidations des régimes de retraites à prestations définies.

Le résultat net est ensuite obtenu en prenant en compte les éléments suivants :

- le coût de l'endettement financier (net), qui comprend les intérêts sur dettes financières calculés sur la base du taux d'intérêt effectif, diminués des produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie,
- les autres produits financiers et charges financières, qui comprennent principalement les réévaluations des instruments financiers à leur juste valeur lorsqu'ils se rapportent à des éléments de nature financière, les plus ou moins-values de cession et dépréciations de titres non consolidés, les charges d'intérêt nettes sur régimes de retraites à prestations définies, les gains et pertes de change sur éléments financiers, ainsi que les autres produits financiers et charges financières sur divers actifs et passifs financiers calculés sur la base du taux d'intérêt effectif,
- la charge d'impôt courant et différé,
- le résultat des entreprises associées,
- la quote-part des intérêts minoritaires.

### D) Résultat par action

L'information présentée est calculée selon les principes suivants :

- résultat de base par action : le résultat net (part du Groupe) est rapporté au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après déduction des actions propres détenues au cours de la période. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation est une moyenne annuelle pondérée, ajustée du nombre d'actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période et calculée en fonction de la date de remboursement et d'émission des actions au cours de l'exercice,

- résultat dilué par action : le résultat net (part du Groupe) ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, pris en compte pour le calcul du résultat de base par action, sont ajustés des effets de tous les instruments financiers potentiellement dilutifs : (i) options de souscription d'actions, (ii) Obligations Convertibles et/ou Echangeables en Actions Nouvelles ou Existantes, (iii) les Bons de Souscription ou d'Acquisition d'Actions Remboursables et (iv) les actions de performance.

### E) Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations :

#### a) Prestations en régie

Le chiffre d'affaires et les coûts des prestations sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

#### b) Prestations au forfait

Le chiffre d'affaires, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode « à l'avancement ». Les coûts sont reconnus lorsqu'ils sont encourus.

#### c) Prestations d'infogérance

Le chiffre d'affaires lié aux prestations d'infogérance est reconnu sur la durée du contrat en fonction du niveau de services rendu. Lorsque les services consistent en plusieurs prestations non identifiables séparément, le chiffre d'affaires est reconnu linéairement sur la durée du contrat.

Les coûts relatifs aux prestations d'infogérance sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Toutefois, les coûts engagés dans la phase initiale du contrat (coûts de transition et/ou de transformation) peuvent être différés lorsqu'ils sont spécifiques aux contrats, qu'ils se rapportent à une activité future et/ou génèrent des avantages économiques futurs, et qu'ils sont recouvrables. Ces coûts sont alors classés en travaux en cours. Toutefois, en cas de remboursement par le client, celui-ci est enregistré en diminution des coûts encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent dans l'état de la situation financière consolidée en créances clients pour celles ayant fait l'objet d'une facturation, ou en factures à émettre pour les prestations réalisées et non encore facturées. Les acomptes reçus des clients et les produits constatés d'avance figurent dans les passifs courants.

### F) Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

#### a) Écarts d'acquisition et regroupements d'entreprises

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les regroupements d'entreprises

sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs identifiables et les passifs repris de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition et peuvent être ajustés au cours des 12 mois suivant cette date.

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur des actifs identifiables et des passifs repris de l'entité acquise (actif net réévalué). Dans le cas d'une acquisition donnant le contrôle avec permanence d'intérêts minoritaires (acquisition inférieure à 100 %), le Groupe choisit soit de reconnaître un écart d'acquisition sur la totalité de l'actif net réévalué, y compris sur la quote-part revenant aux intérêts minoritaires (méthode de l'écart d'acquisition complet en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010), soit de ne reconnaître un écart d'acquisition que sur la quote-part effectivement acquise de l'actif net réévalué (méthode de l'écart d'acquisition partiel). Lorsqu'un regroupement d'entreprises avec permanence d'intérêts minoritaires inclut l'existence d'un droit de vente de ces mêmes intérêts minoritaires, une dette opérationnelle est reconnue au bilan consolidé à ce titre avec pour contrepartie une diminution des réserves. Les variations ultérieures de ce droit de vente liées à d'éventuels changements d'estimations ou relatives à sa désactualisation sont également reconnues en réserves. Toute acquisition supplémentaire d'intérêts minoritaires est considérée comme une transaction entre actionnaires et ne fait par conséquent pas l'objet de réévaluation.

Lorsque le coût du regroupement d'entreprises est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs, l'écart est immédiatement reconnu en compte de résultat.

Les frais liés à l'acquisition sont reconnus au compte de résultat de la période durant laquelle ils sont encourus en autres charges opérationnelles.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et sont soumis à des tests de dépréciation une fois par an, ou chaque fois que des événements ou des modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur.

#### b) Immobilisations incorporelles

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété ainsi que les logiciels développés pour un usage interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur une durée allant de 3 à 5 ans.

Les coûts capitalisés des logiciels développés à usage interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels.

Enfin, lors de certains regroupements d'entreprises, lorsque la nature du portefeuille clients détenu par une entité, ainsi que la nature de l'activité qu'elle exerce, devraient permettre à l'entité de poursuivre ses relations commerciales avec ses clients en

raison des efforts consentis pour les fidéliser, les relations avec les clients sont valorisées en immobilisations incorporelles et amorties sur la durée des contrats en portefeuille à la date d'acquisition.

#### G) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif de l'état de la situation financière consolidée à leur coût historique amorti, diminué des éventuelles pertes de valeur. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les immeubles détenus par le Groupe ont été valorisés selon l'approche par composants.

Les dépenses ultérieures (dépenses de remplacement et dépenses de mise en conformité) sont immobilisées et amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation à laquelle elles se rattachent. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Il est calculé sur la base du prix d'acquisition, sous déduction d'une éventuelle valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon leur durée de vie attendue, comme suit :

Constructions	20 à 40 ans
Agencements et installations	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériels divers	5 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité attendues sont revues à chaque clôture.

Les plus ou moins-values de cession résultent de la différence entre le prix de vente et la valeur nette comptable des éléments d'actif cédés.

#### H) Tests de dépréciation d'actifs

La valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles est testée dès lors qu'il existe des indices de perte de valeur à la date d'établissement des comptes, et au moins une fois par an en ce qui concerne les écarts d'acquisition.

Le test de valeur consiste en l'évaluation de la valeur d'utilité de chaque unité générant ses flux propres de trésorerie (unités génératrices de trésorerie). Les unités génératrices de trésorerie retenues par le Groupe correspondent à des zones géographiques.

S'appuyant sur la méthode des « discounted cash-flows » (flux nets futurs de trésorerie actualisés), l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire et du plan à trois ans, paramètres étendus sur un horizon de cinq ans, qui incluent des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Des taux d'actualisation

(s'appuyant sur le coût moyen pondéré du capital) et de croissance à long terme sur la période au-delà de cinq ans, appréciés à partir d'analyses du secteur dans lequel le Groupe exerce son activité, sont appliqués à l'ensemble des évaluations des unités générant leurs flux propres de trésorerie. Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur correspondante est affectée en priorité aux écarts d'acquisition et reconnue en résultat d'exploitation dans le compte « Autres charges opérationnelles ».

### I) Contrats de location

Les contrats de location qui ne transfèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont qualifiés de contrats de location simple, et donnent lieu à des paiements comptabilisés en charges pendant la durée du contrat de location.

En revanche, dans le cas où le Groupe assume les avantages et les risques liés à la propriété, le contrat de location est alors qualifié de contrat de location-financement et il est procédé à un retraitement afin de reconnaître, à l'actif, le montant le plus faible entre la juste valeur du bien loué et la valeur actualisée des paiements futurs et, au passif, la dette financière correspondante. L'immobilisation est amortie sur sa durée d'utilité pour le Groupe, la dette est amortie sur la durée du contrat de location-financement et, le cas échéant, des impôts différés sont reconnus.

### J) Actions propres

Les titres de Cap Gemini S.A. détenus par elle-même ou par des entités consolidées sont portés en diminution des capitaux propres consolidés, pour leur coût d'acquisition. Inversement, le résultat de la cession éventuelle des actions propres est imputé directement en capitaux propres pour l'effet net d'impôt. La plus ou moins-value ainsi réalisée n'affecte donc pas le compte de résultat de l'exercice.

### K) Impôts différés

Les impôts différés sont :

- constatés pour tenir compte du décalage temporel entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales de certains actifs et passifs,
- reconnus respectivement en charge ou produit comptabilisés au compte de résultat, en charge ou produit comptabilisés en capitaux propres, ou bien directement en réserves au cours de l'exercice, en fonction du sous-jacent auquel ils se rapportent,
- évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés antérieurement constatés en compte de résultat ou en produits et charges comptabilisés en capitaux propres ou bien directement en réserves, est respectivement enregistré en compte de résultat, en charge ou produit comptabilisés en capitaux propres, ou bien directement en réserves au cours de l'exercice où ces changements de taux deviennent effectifs.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il est probable que des bénéfices imposables seront réalisés permettant ainsi à l'actif d'impôt reconnu d'être recouvré. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque clôture et est réduite lorsqu'il est probable que les bénéfices imposables ne seront pas suffisants pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôts différés. Inversement, une telle réduction sera reprise dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés si, et seulement si, les filiales ont un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigibles et lorsque ceux-ci concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

### L) Instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués :

- des actifs financiers qui comprennent certains autres actifs non courants, les créances clients, certaines autres créances courantes, les actifs de gestion de trésorerie et la trésorerie et équivalents de trésorerie,
- des passifs financiers qui comprennent les dettes financières à court et long terme et les découverts bancaires, certaines dettes opérationnelles et certaines autres dettes courantes et non courantes.

#### a) Méthodes de comptabilisation des instruments financiers

La comptabilisation des instruments financiers lors de leur entrée dans l'état de la situation financière consolidée et de leur évaluation ultérieure selon les méthodes décrites ci-après fait référence aux définitions de taux d'intérêt suivantes :

- le taux du coupon, ou coupon, qui est le taux d'intérêt nominal de l'emprunt,
- le taux d'intérêt effectif, qui est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions payées ou reçues, des coûts de transaction et, le cas échéant, des primes à payer ou à recevoir,
- le taux de marché qui correspond au taux d'intérêt effectif recalculé à la date de l'évaluation en fonction des paramètres de marché courants.

Les instruments financiers (actifs et passifs) entrent dans l'état de la situation financière consolidée à leur juste valeur initiale.

L'évaluation ultérieure des actifs et passifs financiers correspond, en fonction de leur catégorisation, soit à la juste valeur, soit au coût amorti. Les actifs financiers évalués au coût amorti font l'objet de tests de valeur, effectués dès l'apparition d'indices de perte de valeur. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en compte de résultat.

La juste valeur d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normales.

Le coût amorti correspond à la valeur comptable initiale (nette des coûts de transaction), augmentée des intérêts calculés sur la base du taux d'intérêt effectif et diminuée des sorties de trésorerie (coupons, remboursements de principal et, le cas échéant, des primes de remboursement). Les intérêts courus (produits et charges) ne sont pas enregistrés au taux nominal de l'instrument financier, mais sur la base du taux d'intérêt effectif de l'instrument.

Les instruments financiers actifs et passifs sont décomptabilisés dès lors que les risques et avantages liés sont cédés et que le Groupe a cessé d'exercer un contrôle sur ces instruments.

#### b) Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont essentiellement constitués de contrats d'achat et de vente de devises à terme ainsi que de contrats d'échange de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. À l'exception des cas de couverture de flux futurs de trésorerie décrits ci-après, les variations de juste valeur des instruments

dérivés, estimées sur la base des cours de marché ou de valeurs données par les contreparties bancaires, sont reconnues en compte de résultat à la date d'établissement des comptes.

Lorsque la comptabilité de couverture est appliquée dans le cadre de couverture de flux futurs de trésorerie opérationnels, la variation de juste valeur des instruments est dans un premier temps enregistrée en produits et charges comptabilisés en capitaux propres puis transférée au résultat d'exploitation lorsque l'élément couvert est reconnu lui-même en compte de résultat.

#### c) Catégorisation des instruments financiers et hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers valorisés à leur juste valeur après leur première comptabilisation, c'est-à-dire, les instruments financiers à la juste valeur par compte de résultat, les actifs disponibles à la vente et les instruments dérivés, peuvent être hiérarchisés selon les trois niveaux de juste valeur suivants :

- Niveau 1 : à partir de prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs financiers identiques,
- Niveau 2 : à partir de données autres que les prix cotés sur des marchés actifs, qui sont observables directement (prix) ou indirectement (données dérivées de prix),
- Niveau 3 : à partir de données qui ne sont pas fondées sur des données observables de marché.

Actifs financiers	Notes	Catégorisation	Évaluation ultérieure	Hiérarchie de juste valeur
Titres de sociétés non consolidées	14	Actifs disponibles à la vente (juste valeur par capitaux propres)	Juste valeur (titres cotés)	1 Cours de bourse
Dépôts et créances à long terme	14	Prêts et créances	Coût amorti	n.a.
Placements à long terme	14	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	1 Valeur de marché (valeur liquidative)
Instruments dérivés actifs	19	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	2 Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs (fixings BCE)
Clients (nets de provisions)	15	Prêts et créances	Coût amorti	n.a.
Autres créances à court terme	16	Prêts et créances	Coût amorti	n.a.
Actifs de gestion de trésorerie	17	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	1 Valeur de marché (valeur liquidative)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	1 Valeur de marché (valeur liquidative)

Passifs financiers	Notes	Catégorisation	Évaluation ultérieure	Hiérarchie de juste valeur
Emprunts obligataires	17	Dettes au coût amorti	Coût amorti	n.a.
Dettes de location-financement	17	Dettes au coût amorti	Coût amorti	n.a.
Autres dettes financières	17	Dettes au coût amorti	Coût amorti	n.a.
Instruments dérivés passifs	19	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	2 Valeur actuelle des flux de trésorerie futurs (fixings BCE)
Dettes fournisseurs	23	Dettes au coût amorti	Coût amorti	n.a.
Autres dettes	22, 24	Dettes au coût amorti	Coût amorti	n.a.
Découverts bancaires	17	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur	1 Valeur de marché (valeur liquidative)

### M) Trésorerie et Trésorerie nette

La trésorerie est composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie (placements à court terme et banques), diminués des découverts bancaires. Elle comprend également la juste valeur des instruments de couverture relatifs à ces éléments.

La trésorerie nette comprend la trésorerie, telle que définie ci-dessus ainsi que les actifs de gestion de trésorerie (voir ci-après), diminués des dettes financières à court et long terme, et tient également compte de l'impact des instruments de couverture lorsqu'ils se rapportent à des dettes financières.

La trésorerie nette prend en compte les actifs de gestion de trésorerie dont les caractéristiques ne répondent pas strictement à celles des équivalents de trésorerie, tels que définis par la norme IAS7. Par conséquent, ces actifs de gestion de trésorerie sont présentés dans l'état de la situation financière séparément des équivalents de trésorerie.

### N) Prestations de retraites

#### Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies font l'objet de versements par les salariés et par les sociétés du Groupe auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraites. Les obligations du Groupe se limitent au paiement de ces cotisations qui sont donc enregistrées en compte de résultat dès qu'elles sont encourues. Les dettes relatives à ces régimes sont comptabilisées en dettes opérationnelles. Ces régimes existent dans la majorité des pays d'Europe (France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne et Europe Centrale, les pays nordiques, Italie et Espagne), aux États-Unis ainsi que dans les pays d'Asie-Pacifique.

#### Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies sont :

- soit directement supportés par le Groupe, qui à ce titre, provisionne les coûts des prestations de retraites à servir, évalués à la valeur actuelle des paiements futurs estimés, en retenant des paramètres internes et externes revus régulièrement. Ces régimes à prestations définies non couverts par des actifs correspondent essentiellement à des indemnités de départ à la retraite et de couverture sociale,
- soit supportés au travers d'un fonds de pension auquel le Groupe contribue selon les règles et législations sociales propres à chaque pays d'implantation.

Les engagements de retraites souscrits dans le cadre de ces régimes sont le plus généralement évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale du Groupe.

Les engagements de retraites ainsi calculés font l'objet d'une actualisation au taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée

de l'obligation de retraites concernée.

Pour les régimes de retraites dont les engagements sont couverts par des actifs, seul le déficit estimé est provisionné.

Les coûts des services rendus au cours de l'exercice ainsi que les coûts des services passés correspondant à l'accroissement de l'obligation sont constatés en charges opérationnelles, respectivement sur l'exercice et sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

Les profits ou les pertes résultant de la réduction ou de la liquidation de régimes à prestations définies sont comptabilisés en « Autres produits opérationnels » ou en « Autres charges opérationnelles ».

L'effet de la désactualisation des obligations ainsi que celui du rendement attendu des actifs de couverture sont comptabilisés en net en « Autres produits financiers » ou en « Autres charges financières ».

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses actuarielles ou des effets d'expérience (i.e. écarts entre la projection actuarielle et la réalité à la date d'établissement des comptes) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ceux-ci sont intégralement reconnus en produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres au cours de la période dans laquelle ils surviennent.

### O) Instruments de motivation et actionnariat salarié

#### a) Instruments accordés à des salariés

##### *Options de souscription d'actions*

Des options de souscription d'actions ont été accordées à un certain nombre de collaborateurs du Groupe. Elles donnent le droit de souscrire à des actions de Cap Gemini S.A. pendant un délai de cinq ans à un prix d'exercice fixe déterminé lors de leur attribution. Les options font l'objet d'une évaluation correspondant à la juste valeur de l'avantage accordé au salarié à la date d'octroi. Cet avantage est reconnu en autres charges opérationnelles au compte de résultat, linéairement sur la période d'acquisition des droits de l'option, en contrepartie des capitaux propres.

La juste valeur de l'option est déterminée par application du modèle « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, et le taux d'intérêt sans risque. La charge comptabilisée tient également compte des hypothèses de rotation de l'effectif bénéficiant de l'attribution d'options, actualisées chaque année.

##### *Actions de performance*

Des actions de performance ont été consenties à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, sous conditions de performance et de présence, détaillées en Note 9 – Capitaux propres. La durée de la période d'acquisition au terme de laquelle

l'attribution est définitive s'élève à deux ou quatre ans, selon l'implantation géographique des filiales employant les bénéficiaires. Les actions font l'objet d'une évaluation correspondant à la juste valeur de l'avantage accordé au salarié à la date d'octroi. Cet avantage est reconnu en autres charges opérationnelles au compte de résultat, linéairement sur la période d'acquisition des droits de l'action, en contrepartie des capitaux propres.

La juste valeur de l'action est déterminée par application du modèle « Monte Carlo », dont les paramètres incluent notamment le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, le taux d'intérêt sans risque, le taux de dividendes attendus, et les conditions de performance externes (conditions de marché).

La charge comptabilisée tient également compte des hypothèses de rotation de l'effectif bénéficiant de l'attribution d'actions, actualisées chaque année, ainsi que des conditions de performance internes (conditions hors marché).

#### b) Instruments proposés à des salariés

##### **Bons de souscription d'actions ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR)**

Des bons de souscription d'actions ou d'acquisition d'actions remboursables ont été proposés à des salariés et mandataires sociaux du Groupe. Ils donnent le droit de souscrire à des actions Cap Gemini S.A. au prix d'exercice déterminé lors de leur acquisition par les salariés et mandataires sociaux du Groupe. La période d'exercice s'étalera de la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris jusqu'au septième anniversaire de leur date d'émission.

Le prix d'émission de ces BSAAR correspondant à leur valeur de marché, aucun avantage accordé aux bénéficiaires n'est comptabilisé dans les comptes consolidés.

##### **Épargne salariale**

Un plan d'actionnariat salarié à effet de levier offrant la possibilité de souscrire à un cours préférentiel décoté a été mis en place par le Groupe. Dans le cadre de la détermination de la charge IFRS2 mesurant l'avantage offert aux salariés, le Groupe ajuste le montant de la décote octroyée aux salariés sur le prix de la souscription en fonction des deux éléments suivants :

- le coût de l'incessibilité des actions attribuées aux salariés pendant une période de cinq ans. Ce coût est évalué en prenant en considération la période de blocage de cinq ans et correspond au coût d'une stratégie en deux étapes dans laquelle le participant au marché vendrait l'action au terme de la période de blocage de cinq ans et emprunterait simultanément le montant nécessaire pour acheter une action cessible immédiatement en finançant l'emprunt par la vente à terme de cette action et par les dividendes versés durant la période de blocage. Ce coût est calculé à partir des paramètres ci-après :

- le prix de souscription est celui fixé par le Directeur Général en vertu de la délégation reçue du Conseil d'Administration. Ce prix de souscription correspond à la moyenne des cours moyens de l'action Cap Gemini ajustés des volumes constatés sur les vingt jours de bourse précédant la décision du Directeur Général à laquelle une décote est appliquée,

- la date d'attribution des droits est la date à laquelle les salariés ont eu connaissance des caractéristiques et conditions précises de l'offre notamment le prix de souscription,
- le taux de prêt consenti aux salariés, utilisé pour déterminer le coût de l'incessibilité des actions, est le taux que consentirait une banque à un particulier présentant un profil de risque moyen dans le cadre d'un prêt à la consommation *in fine* sans affectation pour une durée correspondant à la durée du plan,
- le gain d'opportunité reflétant l'avantage spécifique que constitue la faculté accordée aux salariés de bénéficier de conditions de marché identiques à celles du Groupe.

Dans les pays où la mise en place d'un FCPE (Fonds Commun de Placement Entreprise) n'est pas possible ou pertinente, le plan d'actionnariat salarié (@ESOP) comporte un mécanisme d'attribution de droits aux plus-values d'actions (*Stocks Appreciation Rights*). L'avantage offert par le Groupe correspond alors au montant de la décote sur le prix de souscription de l'action.

#### **P) Provisions**

Une provision est reconnue dans l'état de la situation financière consolidée à la clôture d'un exercice si, et seulement si, il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut-être estimé de manière fiable. Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de la valeur temps est significatif.

#### **Q) Tableau des flux de trésorerie consolidés**

Le tableau des flux de trésorerie consolidés analyse la variation annuelle de la trésorerie par nature de flux : opérationnel, investissement et financement.

À noter que les flux de trésorerie en devises étrangères sont convertis en euros au cours moyen de l'exercice. Les différences de change dues à la conversion au cours de fin de période des flux monétaires des actifs et passifs de l'état de la situation financière consolidée libellés en devises étrangères sont reprises dans la rubrique « incidence des variations des cours des devises » du tableau des flux de trésorerie.

#### **R) Secteurs opérationnels**

La Direction du Groupe analyse et mesure la performance de l'activité :

- dans ses différents métiers (conseil, intégration de systèmes, Services informatiques de proximité et infogérance),
- dans les zones géographiques dans lesquelles le Groupe est présent.

L'analyse métier permet de suivre et de gérer les ressources et la production de services opérées en 2011 au sein de 7 « grandes unités opérationnelles » orientées métier, de manière transversale permettant de déployer des compétences et des savoir-faire homogènes dans les pays ou les régions.

L'analyse géographique permet de suivre la performance :

- du développement commercial : elle est alors focalisée sur l'évolution des principaux contrats et grands clients sur les marchés du Groupe dans l'ensemble de ses métiers. Ce suivi vise à coordonner l'offre de services des différents métiers dans les territoires du fait de leur forte interaction, et à y mesurer les prestations de services rendus. Ces analyses sont effectuées par la Direction du Groupe au sein du « Comité de Coordination » des géographies qui rassemble les responsables des métiers opérant dans une géographie donnée,
- sur le plan opérationnel et financier : la gestion de la trésorerie et des fonctions support, les politiques d'investissement et de financement opérationnel ainsi que la politique d'acquisition sont décidées et mises en œuvre par géographie.

Ceci conduit le Groupe à présenter une information sectorielle pour les 8 zones géographiques regroupant les pays dans lesquelles il est implanté.

Les coûts liés aux activités opérationnelles et encourus au niveau des sociétés holdings du Groupe pour le compte des géographies et des métiers sont affectés soit directement,

soit selon une clé de répartition. Les éléments non affectés correspondent aux frais de siège.

Les transactions inter-secteurs s'effectuent au prix de marché.

### S) Gains et pertes de change sur transactions intra-groupe

L'incorporation des états financiers d'une entité étrangère dans les états financiers consolidés du Groupe suit des procédures de consolidation telles que l'élimination des soldes et transactions intra-groupe. Toutefois, un écart de change qui apparaît sur un élément monétaire intra-groupe, à long terme ou à court terme, ne peut être éliminé avec un montant correspondant provenant d'autres soldes intra-groupe car l'élément monétaire représente un engagement de convertir une monnaie en une autre et expose l'entreprise présentant les états financiers à un profit ou une perte du fait des fluctuations monétaires. En conséquence, dans les états financiers consolidés, un tel écart de change est comptabilisé en produits ou en charges de l'exercice, ou classé en produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres si le sous-jacent fait partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans les entités étrangères.

## NOTE 2 – ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE

### Acquisitions de l'exercice 2011

#### Prosodie

Le 29 juillet 2011, le Groupe a procédé à l'acquisition de 100 % du groupe Prosodie pour un coût de 376 millions d'euros. Acteur du Cloud Computing, le groupe Prosodie est spécialisé dans la gestion des flux transactionnels télécoms, Internet et monétiques des grands comptes. Il opère en France et en Europe. Le groupe Prosodie est consolidé par intégration globale.

Au 31 décembre 2011, l'affectation provisoire du prix d'acquisition se résume comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Valeur historique	Ajustements de juste valeur	Juste valeur
Écarts d'acquisition	113	(113)	-
Immobilisations incorporelles	4	-	4
Immobilisations corporelles	13	-	13
Impôts différés	3	-	3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	-	6
Autres actifs et passifs	(17)	1	(16)
<b>Actif net à la date d'acquisition</b>	<b>122</b>	<b>(112)</b>	<b>10</b>
<b>Écart d'acquisition</b>			<b>366</b>
<b>Prix d'acquisition</b>			<b>376</b>
Frais liés à l'acquisition			3,2
Effectifs à la date d'acquisition			895



### CS Consulting

Le 4 février 2011, le Groupe a finalisé l'acquisition de 100 % de la société CS Consulting pour un coût de 49 millions d'euros. Basée en Allemagne, la société est spécialisée dans la migration de systèmes d'information bancaires (Core Banking) et dans la mise en place de solutions de Business Intelligence. CS Consulting est consolidée par intégration globale.

Au 31 décembre 2011, l'affectation provisoire du prix d'acquisition se résume comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Valeur historique	Ajustements de juste valeur	Juste valeur
Écarts d'acquisition	23	(23)	-
Immobilisations incorporelles	-	4	4
Immobilisations corporelles	-	-	-
Impôts différés	-	(1)	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	-	5
Emprunts à long terme et à court terme	(7)	-	(7)
Autres actifs et passifs	9	(2)	7
<b>Actif net à la date d'acquisition</b>	<b>30</b>	<b>(22)</b>	<b>8</b>
<b>Écart d'acquisition</b>			<b>41</b>
<b>Prix d'acquisition</b>			<b>49</b>
Frais liés à l'acquisition			0,6
Effectifs à la date d'acquisition			242

### Artésys

Le 30 mars 2011, le Groupe a procédé à l'acquisition de 100 % de la société Artésys pour un coût de 31 millions d'euros. SSII basée à Paris, Artésys est un des leaders français de la conception de solutions d'infrastructure. La société est consolidée par intégration globale.

Au 31 décembre 2011, l'affectation provisoire du prix d'acquisition se résume comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Valeur historique	Ajustements de juste valeur	Juste valeur
Écarts d'acquisition	4	(4)	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	-
Trésorerie Nette	4	-	4
Autres actifs et passifs	(4)	-	(4)
<b>Actif net à la date d'acquisition</b>	<b>4</b>	<b>(4)</b>	<b>-</b>
<b>Écart d'acquisition</b>			<b>31</b>
<b>Prix d'acquisition</b>			<b>31</b>
Frais liés à l'acquisition			0,4
Effectifs à la date d'acquisition			131

### AIVE Group

Le Groupe a acquis 100 % d'AIVE (en Italie) le 31 août 2011 pour un prix total de 40 millions d'euros. La société est consolidée par intégration globale depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2011.

Au 31 décembre 2011, l'affectation provisoire du prix d'acquisition se résume comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Valeur historique	Ajustements de juste valeur	Juste valeur
Écarts d'acquisition	2	(2)	-
Immobilisations incorporelles	1	(1)	-
Immobilisations corporelles	1	-	1
Impôts différés	1	-	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-
Emprunts à long terme et à court terme	(6)	-	(6)
Autres actifs et passifs	7	-	7
<b>Actif net à la date d'acquisition</b>	<b>6</b>	<b>(3)</b>	<b>3</b>
<b>Écart d'acquisition</b>			<b>37</b>
<b>Prix d'acquisition (entièrement payé en trésorerie)</b>			<b>40</b>
Frais liés à l'acquisition			0,9
Effectifs à la date d'acquisition			623

### Autres acquisitions de l'exercice 2011

Le Groupe a acquis Avantias, Backelite et Level IP en France, BI Consulting Group aux États-Unis, Praxis en Chine ainsi que les activités de Vengroff Williams Associates Inc. (essentiellement situés aux États-Unis) pour un effectif total de 729 personnes. Le coût total de ces acquisitions s'élève à 78 millions d'euros. Les frais d'acquisition relatifs à ces transactions s'élèvent à 2 millions d'euros. Ces entités sont consolidées par intégration globale et ont généré des écarts d'acquisition provisoires de 72 millions d'euros.

### Contribution des acquisitions de l'exercice 2011

La contribution de l'ensemble des sociétés acquises au cours de l'exercice 2011 au chiffre d'affaires du Groupe est de 162 millions d'euros, dont 83 millions d'euros pour Prosodie (estimée à 309 millions d'euros si les dates d'acquisition avaient été le 1<sup>er</sup> janvier 2011, dont 161 millions d'euros pour Prosodie).

Leur contribution à la marge opérationnelle du Groupe en 2011 est de 19 millions d'euros, dont 12 millions d'euros attribuables à Prosodie (estimée à 28 millions d'euros si les dates d'acquisition avaient été le 1<sup>er</sup> janvier 2011, dont 18 millions d'euros pour Prosodie).

Leur contribution au résultat net du Groupe en 2011 est de 9 millions d'euros, dont 5 millions d'euros pour Prosodie (estimée à 8 millions d'euros si les dates d'acquisition avaient été le 1<sup>er</sup> janvier 2011, dont 4 millions d'euros pour Prosodie).

### Rappel des acquisitions significatives des exercices précédents

#### CPM Braxis

Le 6 octobre 2010, le Groupe a procédé à l'acquisition de 56,06 % de la première SSII brésilienne, CPM Braxis S.A. Celle-ci est consolidée depuis cette date par intégration globale. L'acquisition future des 43,94 % restants a fait l'objet d'un droit de vente accordé aux actionnaires minoritaires. Ce droit de vente exerçable entre octobre 2013 et octobre 2015 a été comptabilisé en dette avec pour contrepartie une diminution des réserves (part du Groupe).

Ce droit de vente a fait l'objet sur l'exercice 2011 de la mise en place d'une couverture partielle afin de limiter le risque d'exposition du Groupe aux variations du réal brésilien jusqu'à la date d'exercice de ce droit de vente.

A la fin de la période d'affectation, le prix d'acquisition s'élève à 489 millions de réals brésiliens (202 millions d'euros au 31 décembre 2011) contre 519 millions de réals brésiliens (224 millions d'euros à la date d'acquisition). L'écart d'acquisition constaté à la date de première consolidation reste néanmoins inchangé à 525 millions de réals brésiliens (soit 226 millions d'euros à la date d'acquisition).

Le 27 décembre 2011, le Groupe a participé, par l'intermédiaire de sa filiale Capgemini do Brasil Consultoria e Participações Ltda, à l'augmentation du capital de CPM Braxis S.A. par la souscription d'actions ordinaires à hauteur d'un montant de 250 millions de réals brésiliens. L'actionnaire minoritaire União Participações Ltda, filiale de la banque brésilienne Banco Bradesco S.A., a également souscrit à des actions ordinaires dans le cadre de cette augmentation de capital pour un montant

de 80 millions de réals brésiliens portant ainsi sa participation à 10,81 %. À l'issue de cette opération, la participation du Groupe dans CPM Braxis S.A. est portée de 56,06 % à 61,10 %. Les nouveaux titres souscrits lors de cette augmentation de capital par l'actionnaire minoritaire Uñiao Participações Ltda, filiale de

la banque brésilienne Banco Bradesco S.A., ont fait l'objet d'un droit de vente exerçable entre octobre 2013 et octobre 2015 et ont été comptabilisés en dette pour 33 millions d'euros avec pour contrepartie une diminution des réserves (part du Groupe).

### NOTE 3 – CHIFFRE D'AFFAIRES

en millions d'euros	2009		2010		2011	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Amérique du Nord	1 590	19	1 665	19	1 805	19
France	1 949	23	1 931	22	2 138	22
Royaume-Uni et Irlande	1 852	22	1 912	22	1 945	20
Benelux	1 397	17	1 314	16	1 266	13
Europe du Sud et Amérique Latine	434	5	599	7	1 000	10
Pays nordiques	488	6	543	6	635	7
Allemagne et Europe Centrale	531	6	534	6	626	6
Asie Pacifique	130	2	199	2	278	3
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>8 371</b>	<b>100</b>	<b>8 697</b>	<b>100</b>	<b>9 693</b>	<b>100</b>

La variation du chiffre d'affaires de l'exercice 2011 par rapport à 2010 est de 11,4 % à taux de change et périmètre courants et de 5,6 % à taux de change et périmètre constants.

### NOTE 4 – CHARGES OPÉRATIONNELLES PAR NATURE

en millions d'euros	2009		2010		2011	
	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires
Charges de personnel	4 851	58,0	5 193	59,7	5 816	60,0
Frais de déplacements	330	3,9	370	4,2	391	4,0
	<b>5 181</b>	<b>61,9</b>	<b>5 563</b>	<b>63,9</b>	<b>6 207</b>	<b>64,0</b>
Achats et frais de sous-traitance	2 082	24,9	2 042	23,5	2 231	23,0
Loyers et taxes locales	304	3,6	282	3,2	324	3,3
Dotations aux amortissements, provisions et résultat de cessions d'immobilisations	209	2,5	223	2,6	218	2,3
<b>CHARGES OPÉRATIONNELLES</b>	<b>7 776</b>	<b>92,9</b>	<b>8 110</b>	<b>93,2</b>	<b>8 980</b>	<b>92,6</b>

En 2011, le produit de Crédit d'Impôt Recherche déduit des charges opérationnelles (achats et frais de sous-traitance) s'élève à 42 millions d'euros (26 millions d'euros en 2010) dont

27 millions d'euros relatifs à des projets dont les coûts ont été supportés sur des exercices antérieurs (14 millions d'euros en 2010).

## Analyse des charges de personnel

<i>en millions d'euros</i>	Note	2009	2010	2011
Traitements et salaires		3 871	4 138	4 583
Charges sociales		945	1 008	1 183
Charges de retraites - régimes à prestations définies et autres avantages postérieurs à l'emploi	20	35	47	50
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>		<b>4 851</b>	<b>5 193</b>	<b>5 816</b>

**NOTE 5 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS**

<i>en millions d'euros</i>	Notes	2009	2010	2011
Coûts de restructuration		(213)	(71)	(81)
<i>Dont Réduction des effectifs</i>		(151)	(44)	(74)
<i>Dont Rationalisation des actifs immobiliers</i>		(52)	(19)	(4)
<i>Dont Rightshoring</i>		(10)	(8)	(3)
Coûts d'intégration des sociétés acquises		(16)	(11)	(9)
Coûts liés aux acquisitions	2	n.a.	(4)	(7)
Charges liées aux souscriptions d'actions, aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions	9	(19)	(16)	(17)
Dépréciation des écarts d'acquisition	12	(12)	-	-
Autres produits opérationnels		7	6	-
Autres charges opérationnelles		(9)	(2)	(4)
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS</b>		<b>(262)</b>	<b>(98)</b>	<b>(118)</b>

## Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration 2011 concernent principalement des mesures de réduction d'effectifs et de rationalisation des actifs immobiliers, notamment aux Pays-Bas.

## Coûts d'intégration des sociétés acquises

En 2011, ces coûts concernent l'intégration des activités du groupe CPM Braxis acquis fin 2010 ainsi que les coûts d'intégration relatifs aux acquisitions de la période.

## NOTE 6 – RÉSULTAT FINANCIER

<i>en millions d'euros</i>	Notes	2009	2010	2011
Produits des équivalents de trésorerie et des actifs de gestion de trésorerie		22	20	23
Charges d'intérêt sur les dettes financières		(31)	(42)	(54)
<b>Coût de l'endettement financier au taux d'intérêt nominal</b>		<b>(9)</b>	<b>(22)</b>	<b>(31)</b>
Effet du coût amorti sur les dettes financières		(34)	(32)	(34)
<b>Coût de l'endettement financier au taux d'intérêt effectif</b>		<b>(43)</b>	<b>(54)</b>	<b>(65)</b>
Charge d'intérêt nette sur régimes de retraites à prestations définies	20	(42)	(28)	(25)
Gains (pertes) de change sur opérations financières	19	(66)	2	2
Instruments dérivés sur risques de change sur opérations financières	19	63	(2)	(4)
Instruments dérivés sur risques de taux d'intérêt	19	(2)	-	-
Autres		(3)	(5)	(13)
<b>Autres produits et charges financiers</b>		<b>(50)</b>	<b>(33)</b>	<b>(40)</b>
<i>Dont charges financières</i>		(125)	(55)	(104)
<i>Dont produits financiers</i>		75	22	64
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>		<b>(93)</b>	<b>(87)</b>	<b>(105)</b>

Le coût de l'endettement financier comprend essentiellement :

- les coupons des emprunts Obligataires Convertibles ou Echangeables en Actions Nouvelles ou Existantes OCEANE 2005 (émises le 16 juin 2005) et OCEANE 2009 (émises le 20 avril 2009) pour 24 millions d'euros, auxquels s'ajoutent 34 millions d'euros d'effet lié à la comptabilisation au coût amorti,
- les coupons du nouvel emprunt obligataire émis le 29 novembre 2011 pour 2 millions d'euros,
- les charges financières liées aux contrats de location-financement pour 8 millions d'euros (principalement au Royaume-Uni, en France et aux États-Unis),
- les intérêts relatifs aux dettes bancaires du groupe CPM Braxis pour 16 millions d'euros,
- les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie pour 23 millions d'euros, dont l'augmentation s'explique par la hausse des taux de rendement de la trésorerie placée.

Dans les autres produits et charges financiers, les instruments dérivés sur risques de change sur opérations financières concernent principalement les variations de juste valeur de swaps de change en couverture de prêts intra-groupe consentis par Capgemini UK Plc., Inergi LP et New Horizons System Solutions LP à Cap Gemini S.A. et d'un prêt intra-groupe consenti par Cap Gemini S.A. à Capgemini North America Inc..

L'évolution de la charge d'intérêt nette sur régimes de retraites à prestations définies est détaillée en Note 20 – Provisions pour retraites et engagements assimilés.

Les autres charges financières nettes sont supportées essentiellement par le groupe CPM Braxis pour 11 millions d'euros notamment sur des commissions bancaires et d'affacturage.

## NOTE 7 – CHARGE D'IMPÔT

<i>en millions d'euros</i>	Note	2009	2010	2011
Impôts courants		(24)	(71)	(129)
Impôts différés	13	(37)	(53)	28
<b>CHARGE D'IMPÔT</b>		<b>(61)</b>	<b>(124)</b>	<b>(101)</b>

En 2011, la charge d'impôts courants comprend, en France :

- la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), taxe instaurée par la loi de finances pour 2010, pour un montant de 29 millions d'euros (contre 25 millions d'euros en 2010) ;

- une charge d'impôt de 15 millions d'euros due au titre du résultat d'intégration fiscale, conformément à la limitation à 60 % de l'utilisation des déficits instituée par la deuxième loi de finances rectificative pour 2011.

Le produit d'impôt différé constaté en 2011 comprend notamment une utilisation de 72 millions de dollars américains (52 millions d'euros) d'actifs d'impôts différés américains et une réévaluation de 177 millions de dollars américains (127 millions d'euros) de ce même impôt différé américain (cf. Note 13 – Impôts différés). Cette réévaluation explique majoritairement la baisse du taux effectif d'impôt expliqué ci-dessous.

Le rapprochement entre le taux d'imposition applicable en France et le taux effectif d'impôt s'analyse comme suit :

en millions d'euros	2009		2010		2011	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>240</b>		<b>402</b>		<b>490</b>	
<b>Taux d'imposition en France (%)</b>	<b>34,4</b>		<b>34,4</b>		<b>36,1</b>	
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(83)</b>	<b>34,4</b>	<b>(138)</b>	<b>34,4</b>	<b>(177)</b>	<b>36,1</b>
<b>Différences de taux d'imposition entre pays</b>	<b>7</b>	<b>(2,9)</b>	<b>9</b>	<b>(2,3)</b>	<b>16</b>	<b>(3,3)</b>
Éléments de rapprochement avec le taux effectif :						
Impôts différés actifs non reconnus sur différences temporelles et déficits reportables de l'exercice	1	(0,6)	(9)	2,3	2	(0,3)
Reconnaissance nette d'impôts différés actifs sur différences temporelles et déficits reportables nés au cours d'exercices antérieurs	16	(6,5)	24	(6,1)	67	(13,6)
Résultats imputés sur déficits reportables préalablement non reconnus	3	(1,3)	6	(1,5)	(1)	0,1
Ajustements des périodes antérieures	29	(12,1)	9	(2,3)	-	-
Impôts forfaitaires	(13)	5,1	(38)	9,3	(45)	9,2
Différences permanentes et autres éléments	(21)	9,4	13	(2,9)	37	(7,5)
<b>CHARGE D'IMPÔT RÉEL</b>	<b>(61)</b>	<b>25,5</b>	<b>(124)</b>	<b>30,9</b>	<b>(101)</b>	<b>20,6</b>
<b>Taux effectif d'impôt (%)</b>	<b>25,5</b>		<b>30,9</b>		<b>20,6</b>	

La quatrième loi de finances rectificative pour 2011 publiée au Journal officiel du 29 décembre 2011 a instauré une contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés au titre des exercices clos à compter du 31 décembre 2011 et jusqu'au 30 décembre 2013.

Cette contribution exceptionnelle est limitée dans le temps et ne devrait concerner, pour les entreprises dont les exercices coïncident avec l'année civile, que les exercices 2011 et 2012. Elle est égale à 5 % du montant de l'impôt sur les sociétés et

s'applique aux entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 250 millions d'euros. Dans le cadre du régime de l'intégration fiscale, les chiffres d'affaires de toutes les sociétés membres du groupe fiscal sont additionnés pour apprécier l'assujettissement du groupe à cette contribution.

Par conséquent, le taux d'imposition applicable au Groupe pour l'exercice 2011 s'établit à 36,10 % contre 34,43 % précédemment.

## NOTE 8 – RÉSULTAT PAR ACTION

### Résultat de base par action

	2009	2010	2011
Résultat net part du Groupe (en millions d'euros)	178	280	404
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	145 153 387	152 979 307	153 595 650
<b>RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (EN EUROS)</b>	<b>1,23</b>	<b>1,83</b>	<b>2,63</b>

L'augmentation marginale du nombre moyen d'actions entre 2010 et 2011 traduit en réalité une quasi-stabilité du nombre d'actions depuis le 31 décembre 2010.

### Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action tient compte des instruments dilutifs en circulation à la clôture de l'exercice. Le cours moyen de l'action pour l'exercice 2011 a été de 33,95 euros.

Au 31 décembre 2011, les instruments dilutifs inclus dans le calcul du résultat dilué par action comprennent :

- les actions qui font partie des plans d'attribution d'actions de performance 2009 et 2010, et qui ne sont pas assorties d'une condition de performance,
- les actions de performance assorties d'une condition de marché du Plan 2010. Compte tenu du fait qu'au 31 décembre 2011, la performance de l'action Cap Gemini depuis la date d'attribution est comprise entre 90 % et 91 % de la performance du panier de référence, 493 560 actions de performance seraient attribuées au 31 décembre si la période de mesure de la performance s'achevait à cette date,
- les actions de performance assorties d'une condition de performance interne du plan 2010. Au 31 décembre 2011, la progression de la marge opérationnelle du Groupe Capgemini sur l'année 2011 à taux de change et périmètre constants étant supérieure à 15 %, 401 850 actions de performance pourraient être attribuées au 31 décembre si la période de mesure de la

performance s'achevait à cette date,

- les obligations convertibles émises le 20 avril 2009 (OCEANE 2009), soit 16 911 765 obligations, car la charge d'intérêt comptabilisée, nette d'impôts, soit 23 millions d'euros, est inférieure pour chaque obligation au résultat de base par action. Il est rappelé que ces obligations sont convertibles à tout moment et au plus tard le septième jour ouvré précédent le 1<sup>er</sup> janvier 2014, date à laquelle elles sont remboursables au pair.

En revanche, sont considérées comme non dilutives :

- les options de souscription d'actions détenues par les membres du personnel car le cours moyen des actions ordinaires pendant la période est inférieur au prix d'exercice des options de souscription d'actions,
- les Bons de Souscription ou d'Acquisition d'Actions Remboursables, car le prix d'exercice de 34 euros augmenté du prix d'émission de 3,22 euros excède le cours moyen de marché de l'action Cap Gemini sur l'exercice 2011,
- les obligations convertibles émises le 16 juin 2005 (OCEANE 2005), non converties et de ce fait intégralement remboursées le 2 janvier 2012 (cf. Note 17 – Trésorerie nette).

<i>en millions d'euros</i>	2009	2010	2011
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>178</b>	<b>280</b>	<b>404</b>
Économies de frais financiers liées à la conversion des instruments de dettes nettes d'impôt <sup>(1)</sup>	14	37	23
<b>Résultat net part du Groupe dilué</b>	<b>192</b>	<b>317</b>	<b>427</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)</b>			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	145 153 387	152 979 307	153 595 650
Prise en compte des :			
obligations convertibles OCEANE 2005 (nombre moyen pondéré)	11 810 809	11 810 809	-
obligations convertibles OCEANE 2009 (nombre moyen pondéré)	-	16 911 765	16 911 765
options de souscription d'actions détenues par le personnel	36 428	-	-
actions de performances pouvant être attribuées	64 750	537 320	1 207 035
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)</b>	<b>157 065 374</b>	<b>182 239 201</b>	<b>171 714 450</b>
<b>Résultat net dilué par action (en euros)</b>	<b>1,22</b>	<b>1,74</b>	<b>2,49</b>

(1) Seul l'OCEANE 2009 ayant un effet dilutif est pris en considération.

## NOTE 9 – CAPITAUX PROPRES

### Instruments de motivation et actionnariat salarié

#### Plans d'options de souscription d'actions

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé le 12 mai 2005, le Conseil d'Administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai de 38 mois des options donnant droit à la souscription d'actions.

Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler les options en numéraire.

Il est rappelé que dans l'hypothèse d'une publication par Euronext d'un avis de recevabilité d'une Offre Publique visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote de la Société, les titulaires d'options de souscription pourront, s'ils le souhaitent, lever aussitôt la totalité des options qui leur ont été consenties (ou le solde en cas de levée(s) partielle(s) déjà effectuée(s)).

Les principales caractéristiques de ces plans et les bases de calcul sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	<b>Plan 2005</b>
Date de l'Assemblée	12 mai 2005
Nombre total d'options pouvant être consenties	6 000 000
Date des premières attributions au titre de ce plan	1 <sup>er</sup> octobre 2005
Délai d'exercice des options à compter de leur date d'attribution (sur la base de tranches progressives)	5 ans
Prix de souscription en % de la moyenne des vingt séances de bourses précédant l'octroi	100 %
Prix de souscription (par action et en euros) des différentes attributions en vigueur :	
<i>Plus bas</i>	40,50
<i>Plus haut</i>	55,00
Nombre d'actions au 31 décembre 2010 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées	3 482 500
Nombre de nouvelles options consenties au cours de l'exercice	Plan terminé <sup>(1)</sup>
Nombre d'options forcloses ou annulées en 2011	1 767 000
Nombre d'options exercées en 2011	- <sup>(2)</sup>
Nombre d'actions au 31 décembre 2011 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées	1 715 500 <sup>(3)</sup>
Durée de vie moyenne pondérée résiduelle (en années)	0,77

(1) Dernière attribution faite le 1<sup>er</sup> juin 2008 au prix de 40,5 euros.

(2) Aucune option n'a été exercée sur l'année 2011.

(3) Soit 144 000 actions au prix de 55 euros, 1 413 000 actions au prix de 44 euros et 158 500 au prix de 40,5 euros.



Synthèse	Plan 2005				
	1 <sup>er</sup> octobre 2005	1 <sup>er</sup> octobre 2006	1 <sup>er</sup> avril 2007	1 <sup>er</sup> octobre 2007	1 <sup>er</sup> juin 2008
Dates des attributions					
Nombres d'actions attribuées à l'origine	1 915 500	2 067 000	400 000	1 932 500	219 000
<i>Dont à des dirigeants mandataires sociaux</i>	50 000	50 000	-	-	-
Prix de souscription (par action et en euros) des différentes attributions en vigueur	30	43	55	44	40,5
Prix de l'action à la date d'attribution	32,59	41,84	57,00	42,98	43,37
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2011	1 295 306	1 100	-	-	-
Principales conditions de marché à la date d'attribution :					
<i>Volatilité</i>	27,4-29,4 %	32,4-35,9 %	31,7-32,7 %	34,8-35,7 %	41,2-42,3 %
<i>Durée de vie moyenne d'exercice de l'option (années)</i>	3-4,25	3-4,25	3-4,25	3-4,25	3-4,25
<i>Taux d'intérêt sans risque</i>	2,3-2,7 %	3,55-3,58 %	4,14-4,15 %	4,09-4,14 %	4,26-4,35 %
<i>Taux de dividendes attendu</i>	1 %	1 %	1,5 %	1,5 %	2,3 %
Conditions hors marché :					
<i>Présence effective à la date d'exercice</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>	<i>oui</i>
<i>Autres</i>	<i>non</i>	<i>non</i>	<i>non</i>	<i>non</i>	<i>non</i>
Modèle de valorisation utilisé pour déterminer la juste valeur des options	Modèle Black & Scholes				
Fourchette des justes valeurs en euros	7,6-9,4	10,7-11,7	14,5-17,1	10,6-12,6	13,5-15,3
Nombre d'actions au 31 décembre 2011 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées	-	-	144 000	1 413 000	158 500

#### Incidence sur les états financiers

La charge reconnue en 2011 en «Autres charges opérationnelles» s'élève à 0,3 millions d'euros. Le montant global restant à amortir entre 2012 et 2013 au titre des attributions actives s'élève à 0,6 millions d'euros.

#### Plan d'attribution d'actions de performance

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé, le 17 avril 2008 puis le 30 avril 2009, le Conseil d'Administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce pendant un délai maximum

respectivement de 12 mois et de 18 mois, des actions sous conditions de performance et de présence. Le 5 mars 2009 puis le 15 septembre 2010, le Conseil d'Administration a arrêté les modalités et la liste des personnes bénéficiaires du premier puis du deuxième plan.

Les principales caractéristiques de ces plans sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Présentation de synthèse	Plan 2009	Dont mandataires sociaux	Plan 2010	Dont mandataires sociaux
Date de l'Assemblée	17 avril 2008		30 avril 2009	
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	1 % du capital à la date de la décision du Conseil d'Administration soit 1 458 860 actions au maximum		1 % du capital à la date de la décision du Conseil d'Administration soit 1 557 703 actions au maximum	
Nombre total d'actions attribuées	1 148 250 <sup>(1)</sup>		1 555 000 <sup>(3)</sup>	
Date de la décision du Conseil d'Administration	5 mars 2009		1 <sup>er</sup> octobre 2010	
Période d'évaluation de la mesure de la performance	Au terme de la première année et au terme de la seconde année suivant la date d'attribution		Au terme de la première année et au terme de la seconde année suivant la date d'attribution	
Durée de la période d'acquisition au terme de laquelle l'attribution est définitive	2 ans à compter de la date d'attribution (France) ou 4 ans (international)		2 ans à compter de la date d'attribution (France) ou 4 ans (international)	
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'acquisition définitive (France uniquement)	2 ans, ou 5 ans en cas de départ du Groupe dans les deux années suivant l'acquisition définitive		2 ans, ou 5 ans en cas de départ du Groupe dans les deux années suivant l'acquisition définitive	
Nombre d'actions sous conditions de performance et de présence attribuées au cours de l'exercice	-	-	-	-(5)
Nombre d'actions forcloses ou annulées au cours de l'exercice	534 125	25 000	94 000	
Nombre d'actions définitivement attribuées au 31 décembre 2011	200 250	25 000		
Nombre d'actions au 31 décembre 2011 pouvant être définitivement attribuées sur des actions précédemment consenties sous réserve de la réalisation des conditions fixées (performance et présence)	311 625 <sup>(2)</sup>	-	1 458 000 <sup>(4)</sup>	
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	23,30		37,16	
Principaux paramètres de marché à la date d'attribution :				
Volatilité	42,7 %		42,8 %	
Taux d'intérêt sans risque	1,4 %		1,67 %	
Taux de dividendes attendus	3,0 %		3,0 %	
Autres conditions :				
Condition de performance	Oui (cf. détail ci-après)		Oui (cf. détail ci-après)	
Présence effective à la date d'acquisition	Oui		Oui	
Modèle de valorisation utilisé pour déterminer la juste valeur des actions	- Monte Carlo pour actions de performance - Black & Scholes pour actions attribuées gratuitement		- Monte Carlo pour actions de performance avec conditions externes (de marché) - Black & Scholes pour actions attribuées sans condition ou avec conditions de performance internes	
Fourchette des justes valeurs en euros :				
Actions attribuées gratuitement (par action et en euros)	20,7 - 21,9	17,53	32,32 - 32,96	n.a.
Actions de performance (par action et en euros)	16,51 - 17,53		21,54 - 21,97	

(1) Dont 64 750 actions attribuées sans condition de performance (5,6 % du total) dans le respect de la résolution (autorisation de 15 % maximum).

(2) Montant correspondant au solde du plan « étranger » attribuable au 5 mars 2013 sous réserve des conditions de présence.

(3) Dont 124 000 actions attribuées sans conditions de performance (8 % du total) dans le respect de la résolution (autorisation de 15 % maximum).

(4) Dont 118 500 actions attribuées sans conditions de performance.  
(5) Pas d'actions de performance attribuées en 2011.

#### Modalités relatives à la condition de performance du plan 2009

Le nombre exact d'actions octroyé aux bénéficiaires au terme de la période d'acquisition sera égal au nombre d'actions maximum attribué initialement, multiplié par un pourcentage (compris entre 0 % et 100 %) correspondant à la performance choisie comme instrument de mesure. La performance conditionnant l'octroi définitif des actions est celle réalisée par l'action Cap Gemini pendant les deux premières années, comparée à la performance moyenne, réalisée sur cette même période, par un panier de 10 valeurs cotées représentatives du même secteur d'activité, et appartenant au moins à 5 pays dans lesquels le Groupe a une présence significative.

L'attribution définitive est fonction de la performance relative de l'action Cap Gemini par rapport à celle du panier de sociétés comparables. L'attribution définitive selon la période :

- s'élevait à 60 % de l'attribution initiale pour une performance relative de 90 %,
- variait linéairement entre 60 % et 100 % en fonction de l'évolution de la performance et selon un tableau prédéterminé si cette performance relative était comprise entre 90 % et 110 %,
- s'élevait à 100 % de l'attribution initiale si cette performance était supérieure ou égale à 110 %.

Le calcul définitif a abouti à une attribution de seulement 50 % des actions sous condition de performance initialement attribuées soit en y ajoutant les attributions d'actions sous condition de présence uniquement un nombre maximum de 534 750 actions consenties. Cela inclut 200 250 actions attribuables aux bénéficiaires du plan français qui sont définitivement acquises et livrées avec obligation de les conserver pendant 2 années et 334 500 actions aux bénéficiaires du plan étranger dont il ne reste plus que 311 625 actions, la livraison n'intervenant que le 5 mars 2013, sous réserve du respect des conditions de présence à cette date.

#### Modalités relatives à la condition de performance du plan 2010

En conformité avec la recommandation de l'AMF du 8 décembre 2009, relative à l'inclusion d'une performance interne et d'une performance externe dans le cadre d'attribution d'actions de performance, le Conseil d'Administration a décidé d'ajouter à la condition externe initialement prévue une condition interne.

##### *Condition de performance externe :*

En ce qui concerne les modalités de calcul de la condition de performance externe, celles-ci sont identiques à celles du premier plan à l'exception des seuils d'attribution qui ont été renforcés par rapport au premier plan et de ce fait :

- il n'y aura pas d'attribution si la performance de l'action Cap Gemini S.A. pendant la période considérée est inférieure à 90 % de la performance du panier sur cette même période,
- l'attribution définitive :
  - s'élèvera à 40 % de l'attribution initiale si cette performance relative est d'au moins 90 %,

- s'élèvera à 60 % de l'attribution initiale si cette performance relative est de 100 %,
- variera linéairement entre 40 % et 60 % et entre 60 % et 100 % de l'attribution initiale en fonction de l'évolution de la performance et selon un tableau prédéterminé si cette performance relative se situe entre 90 % et 100 % d'une part et entre 100 % et 110 % d'autre part,
- s'élèvera à 100 % de l'attribution initiale, si cette performance relative est supérieure ou égale à 110 %,

Dans ces conditions si l'action Cap Gemini performe comme le panier d'actions comparables, l'attribution ne sera que de 60 % des actions possibles contre 80 % dans le premier Plan.

La condition de performance externe compte pour 70 % dans le calcul de l'attribution.

##### *Condition de performance interne :*

En ce qui concerne les modalités de calcul de la condition de performance interne, celles-ci reposent sur la progression de la marge opérationnelle audité et publiée de l'année 2011 du Groupe Capgemini par rapport à la marge opérationnelle de l'année 2010 à taux de change et périmètre constants.

Le calcul de la performance se fera une fois les comptes 2011 arrêtés, en comparant le pourcentage de progression de la marge opérationnelle 2011 audité et publiée, par rapport à la marge opérationnelle de l'année 2010 audité et publiée à périmètre et changes constants. En fonction du pourcentage de progression ainsi calculé :

- Il n'y aura aucune attribution au titre de la condition de performance interne, si la progression de la marge opérationnelle ainsi calculée est inférieure à 12 %,
- l'attribution définitive :
  - s'élèvera à 40 % de l'attribution interne initiale si la progression se situe entre 12 % et 13,5 %,
  - s'élèvera à 60 % de l'attribution interne initiale si la progression se situe entre 13,5 % et 15 %,
  - s'élèvera à 100 % de l'attribution interne initiale si la progression est supérieure ou égale à 15 %,

La condition de performance interne compte pour 30 % dans le calcul de l'attribution.

La juste valeur des actions sous condition de performance externe a fait l'objet d'une décote déterminée selon le modèle Monte Carlo ainsi que d'une décote d'incessibilité pour les actions octroyées en France.

La juste valeur des actions sous condition de performance interne est prise en compte selon une hypothèse de réalisation établie à 100 % qui fera l'objet d'un ajustement éventuel en fonction de la réalisation effective ou non de la dite condition, et à laquelle est appliquée une décote d'incessibilité pour les actions octroyées en France.

##### *Incidence sur les états financiers*

La charge reconnue en 2011 en « Autres charges opérationnelles » au titre des actions de performance s'élève à 15,7 millions d'euros (y compris contributions patronales). Le montant global restant à amortir entre 2012 et 2015 au titre de ces deux plans s'élève à 24,5 millions d'euros.

### Bons de Souscription ou d'Acquisition d'Actions Remboursables (BSAAR) (rappel 2009)

Au cours de l'exercice 2009, 2 999 000 BSAAR ont été souscrits par des salariés et mandataires sociaux du Groupe (au prix de 3,22 euros par BSAAR) générant un produit net de frais d'émission de 9 millions d'euros. La période d'exercice s'étale de la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris jusqu'au septième anniversaire de leur date d'émission. La cotation des BSAAR interviendra à compter du 23 juillet 2013. Entre le 23 juillet 2009 et la date d'admission des BSAAR sur le marché d'Euronext Paris, les BSAAR ne sont ni exerçables ni cessibles sauf exceptions prévues au contrat d'émission (notamment en cas d'offre publique sur Cap Gemini S.A.). Cette émission a fait l'objet d'une note d'opération visée par l'AMF en date du 14 mai 2009 sous le N°09-140.

### Plan d'actionnariat salarié – @ESOP (rappel 2009)

Le Groupe a mis en œuvre au second semestre 2009 un plan d'actionnariat salarié dénommé @ESOP. Le 16 décembre 2009, le Groupe a émis 5 999 999 actions nouvelles de 8 euros de nominal réservées à ses salariés représentant une augmentation de capital de 164 millions d'euros.

Le coût global de ce plan d'actionnariat salarié en 2009 s'élevait à un million d'euros et résultait d'un mécanisme d'attribution de droits aux plus values d'actions pour les salariés des pays où la mise en place d'un FCPE, n'a pas été possible ou pertinente.

### Actions propres et gestion du capital et des risques de marché

Le Groupe ne détient pas d'actions dans le cadre de ses placements et ne détient pas de participation en actions cotées en bourse. En revanche, dans le cadre de son programme de rachat d'actions, Cap Gemini S.A. détient, au 31 décembre 2011 :

- 403 500 de ses propres actions suite à la mise en œuvre d'un contrat de liquidité (dont la ligne de liquidité associée s'élève à 10 millions d'euros), dans le cadre du programme de rachat d'actions ayant fait l'objet d'un descriptif publié le 12 mai 2011,
- 1 799 750 de ses propres actions représentant 1,2 % du capital au 31 décembre 2011 acquises entre le 17 et le 25 janvier 2008, à un cours moyen de 34,48 euros, soit une diminution du nombre disponible de 200 250 actions.

Au 31 décembre 2011, la valeur des actions propres portée en déduction des capitaux propres consolidés de l'exercice s'élève à 84 millions d'euros.

Eu égard au nombre limité d'actions auto-détenues, le Groupe n'est pas exposé à un risque action significatif. Par ailleurs, la valeur des actions auto-détenues étant déduite des capitaux propres, les variations du cours de l'action sont sans incidence sur le compte de résultat consolidé.

La gestion du capital du Groupe vise à maintenir une base de capital solide en vue de soutenir le développement continu des affaires, servir un rendement aux actionnaires, et ce, compte tenu d'une politique prudente de recours à l'endettement, avec

le ratio d'endettement comme principal indicateur. A noter que le Groupe est en situation de trésorerie nette positive pour les exercices clos le 31 décembre 2011, 2010 et 2009. Pour préserver ou piloter la structure de son capital, le Groupe a la possibilité d'émettre de nouvelles actions, de racheter ses propres actions ou d'ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires.

### Risque de change et écarts de conversion des comptes de filiales ayant une devise fonctionnelle différente de l'euro

S'agissant des risques liés à la conversion des comptes en devises des filiales consolidées, les comptes du Groupe peuvent être impactés en particulier par l'évolution de la livre sterling et du dollar américain contre l'euro, le Royaume-Uni et les États-Unis représentant une part importante de l'activité du Groupe (respectivement 20 % et 16 % du revenu consolidé en 2011). L'impact positif sur les réserves de conversion résulte principalement de l'appréciation du dollar américain contre l'euro au cours de l'exercice 2011.

A titre illustratif, une variation de plus ou moins 10 % de la livre sterling aurait pour effet une évolution en valeur du chiffre d'affaires de plus ou moins 2 % et de la marge opérationnelle de plus ou moins 2 %. De même, une variation de plus ou moins 10 % du dollar américain aurait pour effet une évolution en valeur du chiffre d'affaires de plus ou moins 1,6 % et de la marge opérationnelle de plus ou moins 1,7 %.

Le Groupe a pour politique de ne pas couvrir les risques liés à la conversion des comptes en devises des filiales consolidées ayant une devise fonctionnelle différente de l'euro. Les principaux taux de change utilisés pour la préparation des états financiers sont présentés en Note 1-B – Principes comptables : Conversion des états financiers.

## NOTE 10 – ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

en millions d'euros						
	Notes	Écarts d'acquisition	Relations clients	Licences et logiciels	Autres actifs incorporels	Total
<b>VALEURS BRUTES</b>						
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>		<b>2 771</b>	<b>140</b>	<b>129</b>	<b>158</b>	<b>3 198</b>
Écarts de conversion	9	27	1	4	1	33
Acquisitions / Augmentations		-	-	16	4	20
Développements internes		-	-	-	6	6
Cessions / Diminutions		-	(5)	(15)	(6)	(26)
Regroupements d'entreprises	2	11	3		(1)	13
Autres mouvements		(9)	(8)	(9)	-	(26)
<b>Au 31 décembre 2009</b>		<b>2 800</b>	<b>131</b>	<b>125</b>	<b>162</b>	<b>3 218</b>
Écarts de conversion	9	122	9	7	3	141
Acquisitions / Augmentations		-	-	16	4	20
Développements internes		-	-	-	7	7
Cessions / Diminutions		-	(28)	(4)	(10)	(42)
Regroupements d'entreprises	2	330	52	31	16	429
Autres mouvements		(1)		(2)	-	(3)
<b>Au 31 décembre 2010</b>		<b>3 251</b>	<b>164</b>	<b>173</b>	<b>182</b>	<b>3 770</b>
Écarts de conversion	9	25	(2)	(3)	-	20
Acquisitions / Augmentations		-	-	22	-	22
Développements internes		-	-	-	6	6
Cessions / Diminutions		-	-	(15)	(4)	(19)
Regroupements d'entreprises	2	547	9	22	5	583
Autres mouvements		(4)	2	-	3	1
<b>Au 31 décembre 2011</b>		<b>3 819</b>	<b>173</b>	<b>199</b>	<b>192</b>	<b>4 383</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>						
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>			<b>53</b>	<b>101</b>	<b>124</b>	<b>278</b>
Écarts de conversion	9		-	4	-	4
Dotations			17	17	8	42
Sorties			(5)	(14)	(6)	(25)
Regroupements d'entreprises	2		-	-	1	1
Autres mouvements			-	(8)	-	(8)
<b>Au 31 décembre 2009</b>			<b>65</b>	<b>100</b>	<b>127</b>	<b>292</b>
Écarts de conversion	9		3	6	2	11
Dotations			20	18	10	48
Sorties			(28)	(4)	(8)	(40)
Regroupements d'entreprises	2		-	20	9	29
Autres mouvements			-	(1)	-	(1)
<b>Au 31 décembre 2010</b>			<b>60</b>	<b>139</b>	<b>140</b>	<b>339</b>
Écarts de conversion	9		1	(2)	-	(1)
Dotations			25	21	9	55
Sorties			-	(14)	(4)	(18)
Regroupements d'entreprises	2		-	18	2	20
Autres mouvements			-	-	1	1
<b>Au 31 décembre 2011</b>			<b>86</b>	<b>162</b>	<b>148</b>	<b>396</b>
<b>DÉPRÉCIATIONS</b>						
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>		<b>45</b>	-	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>54</b>
Écarts de conversion	9	1	-	-	-	1
Dotations		12	-	-	1	13
Sorties		-	-	-	-	-
Regroupements d'entreprises	2	-	-	-	-	-
Autres mouvements		(8)	-	-	-	(8)
<b>Au 31 décembre 2009</b>		<b>50</b>	-	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>60</b>
Écarts de conversion	9	-	-	-	-	-
Dotations		-	-	-	-	-
Sorties		-	-	-	-	-
Regroupements d'entreprises	2	-	-	-	1	1
Autres mouvements		-	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre 2010</b>		<b>50</b>	-	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>61</b>
Écarts de conversion	9	-	-	-	-	-
Dotations		-	-	-	-	-
Sorties		-	-	-	-	-
Regroupements d'entreprises	2	-	-	-	-	-
Autres mouvements		1	-	-	3	4
<b>Au 31 décembre 2011</b>		<b>51</b>	-	<b>1</b>	<b>13</b>	<b>65</b>
<b>VALEURS NETTES</b>						
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2009</b>		<b>2 750</b>	<b>66</b>	<b>24</b>	<b>26</b>	<b>2 866</b>
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2010</b>		<b>3 201</b>	<b>104</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>3 370</b>
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2011</b>		<b>3 768</b>	<b>87</b>	<b>36</b>	<b>31</b>	<b>3 922</b>

L'augmentation significative des écarts d'acquisition et des relations clients est liée aux différentes acquisitions de la période présentées en Note 2 – Évolution du périmètre (556 millions d'euros) ainsi qu'aux différences de conversion (23 millions d'euros).

**NOTE 11 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

<i>en millions d'euros</i>	Notes	Terrains, constructions et agencements	Matériels informatiques	Autres actifs corporels	Total
<b>VALEURS BRUTES</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>		<b>430</b>	<b>393</b>	<b>129</b>	<b>952</b>
Écarts de conversion	9	7	12	3	22
Acquisitions / Augmentations		41	85	13	139
Cessions / Diminutions		(21)	(98)	(7)	(126)
Regroupements d'entreprises	2	-	-	1	1
Autres mouvements		2	31	(7)	26
<b>Au 31 décembre 2009</b>		<b>459</b>	<b>423</b>	<b>132</b>	<b>1 014</b>
Écarts de conversion	9	14	22	10	46
Acquisitions / Augmentations		66	80	23	169
Cessions / Diminutions		(16)	(105)	(4)	(125)
Regroupements d'entreprises	2	34	89	15	138
Autres mouvements		(23)	(5)	12	(16)
<b>Au 31 décembre 2010</b>		<b>534</b>	<b>504</b>	<b>188</b>	<b>1 226</b>
Écarts de conversion	9	(6)	(10)	(10)	(26)
Acquisitions / Augmentations		53	111	26	190
Cessions / Diminutions		(10)	(44)	(5)	(59)
Regroupements d'entreprises	2	25	38	8	71
Autres mouvements		(3)	5	(10)	(8)
<b>Au 31 décembre 2011</b>		<b>593</b>	<b>604</b>	<b>197</b>	<b>1394</b>
<b>AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2009</b>		<b>178</b>	<b>261</b>	<b>91</b>	<b>530</b>
Écarts de conversion	9	4	8	2	14
Dotations		35	75	11	121
Sorties		(17)	(77)	(5)	(99)
Regroupements d'entreprises	2	-	-	1	1
Autres mouvements		-	28	(2)	26
<b>Au 31 décembre 2009</b>		<b>200</b>	<b>295</b>	<b>98</b>	<b>593</b>
Écarts de conversion	9	5	16	5	26
Dotations		41	74	14	129
Sorties		(14)	(94)	(4)	(112)
Regroupements d'entreprises	2	12	82	7	101
Autres mouvements		(14)	(3)	7	(10)
<b>Au 31 décembre 2010</b>		<b>230</b>	<b>370</b>	<b>127</b>	<b>727</b>
Écarts de conversion	9	-	(9)	(5)	(14)
Dotations		44	72	17	133
Sorties		(8)	(42)	(4)	(54)
Regroupements d'entreprises	2	19	30	5	54
Autres mouvements		(1)	1	1	1
<b>Au 31 décembre 2011</b>		<b>284</b>	<b>422</b>	<b>141</b>	<b>847</b>
<b>VALEURS NETTES</b>					
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2009</b>		<b>259</b>	<b>128</b>	<b>34</b>	<b>421</b>
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2010</b>		<b>304</b>	<b>134</b>	<b>61</b>	<b>499</b>
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2011</b>		<b>309</b>	<b>182</b>	<b>56</b>	<b>547</b>

### Immobilisations corporelles détenues en location-financement

Valeurs nettes (en millions d'euros)	Notes	2009	2010	2011
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER</b>		<b>140</b>	<b>153</b>	<b>157</b>
Écarts de conversion	9	3	3	1
Acquisitions / Augmentations		42	49	60
Cessions / Diminutions		(1)	(6)	(1)
Dotations aux amortissements et dépréciations		(38)	(45)	(39)
Regroupements d'entreprises	2	-	4	6
Autres mouvements		7	(1)	(1)
<b>AU 31 DÉCEMBRE</b>		<b>153</b>	<b>157</b>	<b>183</b>

## NOTE 12 – TESTS DE DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Dans le cadre du contrôle de la valeur des écarts d'acquisition, un test de dépréciation a été mené au 31 décembre 2011 en application de la procédure mise en place par le Groupe. Cette procédure, s'appuyant principalement sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque unité générant ses flux propres de trésorerie.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur des unités génératrices de trésorerie sont les suivantes :

- méthode de valorisation de l'unité génératrice de trésorerie : valeur d'utilité,
- nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés : cinq ans, sur la base des données issues du processus budgétaire pour la première année, des données issues du plan stratégique à trois ans pour les deux années suivantes, et d'une extension de ce même plan pour les années résiduelles,
- taux de croissance à long terme utilisé pour projeter à l'infini les flux de trésorerie de la dernière année estimée : 2,1 % (2,3 % en 2010) et 4 % pour le Brésil,
- taux d'actualisation : 9,5 % pour le Groupe, 8,04 % pour l'Amérique du Nord, 8,14 % pour le Royaume-Uni, (respectivement 9,6 %, 9,2 % et 9,3 % en 2010), et 13 % pour le Brésil.

Le taux de croissance à long terme et les taux d'actualisation du Groupe résultent d'une moyenne des estimations d'un échantillon représentatif des bureaux d'analyse financière qui utilisent ces indicateurs pour valoriser le Groupe. En 2011, le Groupe a utilisé les estimations de 11 bureaux d'analystes, dont 10 faisaient partie de la sélection des 12 bureaux d'analystes retenue en 2010. L'évolution des taux d'actualisation résulte de celle des trois composantes utilisées pour le calculer : les taux sans risque, la prime de risque, et à la volatilité du cours de l'action Cap Gemini aux variations de son marché de cotation (« bêta »).

Le résultat de ces tests de dépréciation n'a pas conduit au 31 décembre 2011 à la reconnaissance de perte de valeur. Par ailleurs, une analyse de sensibilité du calcul à une variation conjointe des paramètres clés (taux de marge opérationnelle, taux d'actualisation et taux de croissance à long terme) selon des hypothèses raisonnablement possibles, n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable d'une des unités génératrices de trésorerie deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

**Écarts d'acquisition par unité génératrice de trésorerie**

Les unités génératrices de trésorerie retenues par le Groupe correspondent à des zones géographiques représentatives des grands marchés du Groupe, axes principaux de développement et d'investissement stratégiques.

en millions d'euros	31 décembre 2009			31 décembre 2010			31 décembre 2011		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable
Amérique du Nord	528	(6)	522	599	(6)	593	636	(6)	630
Benelux	781	(12)	769	796	(12)	784	800	(12)	788
France	644	(1)	643	658	(1)	657	1 086	(2)	1 084
Royaume-Uni et Irlande	453	-	453	515	-	515	533	-	533
Europe du Sud et Amérique Latine	33	-	33	270	-	270	289	-	289
Pays nordiques	130	-	130	158	-	158	162	-	162
Allemagne et Europe Centrale	206	(31)	175	214	(31)	183	258	(31)	227
Asie Pacifique	25	-	25	41	-	41	55	-	55
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION</b>	<b>2 800</b>	<b>(50)</b>	<b>2 750</b>	<b>3 251</b>	<b>(50)</b>	<b>3 201</b>	<b>3 819</b>	<b>(51)</b>	<b>3 768</b>

**NOTE 13 – IMPÔTS DIFFÉRÉS****Impôts différés reconnus**

## Variation des impôts différés actifs

en millions d'euros	Notes	Déficits fiscaux reportables hors États-Unis	Écarts d'acquisitions amortissables et déficits fiscaux américains	Provisions pour retraites et engagements assimilés	Autres différences temporelles déductibles	Total impôts différés actifs
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2009</b>		<b>591</b>	<b>115</b>	<b>98</b>	<b>59</b>	<b>863</b>
Regroupements d'entreprises		-	-	-	23	23
Écarts de conversion	9	1	-	8	3	12
Charge d'impôts différés constatée en compte de résultat	7	(55)	-	(4)	11	(48)
Charge d'impôts différés constatée en capitaux propres		-	-	39	(2)	37
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2009</b>		<b>537</b>	<b>115</b>	<b>141</b>	<b>94</b>	<b>887</b>
Regroupements d'entreprises		7	-	-	1	8
Écarts de conversion	9	3	8	8	4	23
Charge d'impôts différés constatée en compte de résultat	7	(45)	-	(9)	2	(52)
Charge d'impôts différés constatée en capitaux propres		-	-	26	(1)	25
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2010</b>		<b>502</b>	<b>123</b>	<b>166</b>	<b>100</b>	<b>891</b>
Regroupements d'entreprises		1	-	1	-	2
Écarts de conversion	9	-	9	5	(2)	12
Charge d'impôts différés constatée en compte de résultat	7	(34)	76	(3)	(8)	31
Charge d'impôts différés constatée en capitaux propres		-	-	70	14	84
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2011</b>		<b>469</b>	<b>208</b>	<b>239</b>	<b>104</b>	<b>1 020</b>



## Variation des impôts différés passifs

<i>en millions d'euros</i>	Notes	Écarts d'acquisition fiscalement déductibles	Relations clients issues de regroupements d'entreprises	Coût amorti des obligations	Autres différences temporelles imposables	Total impôts différés passifs
<b>AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2009</b>		<b>45</b>	<b>25</b>	<b>11</b>	<b>57</b>	<b>138</b>
Regroupements d'entreprises		-	4	-	-	4
Écarts de conversion	9	-	-	-	2	2
Charge d'impôts différés constatée en compte de résultat	7	4	(9)	(11)	5	(11)
Charge d'impôts différés constatée en capitaux propres		-	-	20	-	20
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2009</b>		<b>49</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>64</b>	<b>153</b>
Regroupements d'entreprises		-	17	-	1	18
Écarts de conversion	9	2	1	-	4	7
Impôts différés constatés en compte de résultat	7	-	(5)	(9)	15	1
Impôts différés constatés en capitaux propres		-	-	-	(1)	(1)
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2010</b>		<b>51</b>	<b>33</b>	<b>11</b>	<b>83</b>	<b>178</b>
Regroupements d'entreprises		-	1	-	-	1
Écarts de conversion	9	1	-	-	(1)	-
Impôts différés constatés en compte de résultat	7	(2)	(8)	(1)	14	3
Impôts différés constatés en capitaux propres		-	-	-	1	1
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2011</b>		<b>50</b>	<b>26</b>	<b>10</b>	<b>97</b>	<b>183</b>

## Impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables hors États-Unis

Les déficits fiscaux reportables reconnus (hors États-Unis) s'élèvent au 31 décembre 2011 à 469 millions d'euros. Ils incluent 423 millions d'euros dans le cadre de l'intégration fiscale en France. Ces déficits fiscaux reportables sont reconnus compte tenu des résultats imposables futurs établis sur la base de taux de croissance et de rentabilité et d'un horizon de temps jugés raisonnables.

## Impôts différés actifs américains sur écart d'acquisition amortissable et déficits fiscaux

Il est rappelé que l'apport en 2000 des activités conseil américaines d'Ernst & Young donne lieu à un amortissement fiscal sur 15 ans de la différence entre le prix d'acquisition de ces activités et la valeur fiscale des actifs et passifs acquis. Depuis 2000, la dotation à cet amortissement a ainsi été déduite chaque année des résultats fiscaux américains, le déficit annuel étant reportable sur une durée de 20 ans.

Au 31 décembre 2011, le montant cumulé des déficits fiscaux américains, incluant les dotations aux amortissements évoquées ci-dessus, s'élève à 3 346 millions de dollars américains (2 586 millions d'euros).

Ces déficits fiscaux reportables ne comprennent pas les amortissements futurs fiscalement déductibles relatifs à l'écart d'acquisition des activités conseil d'Ernst & Young s'élevant à 867 millions de dollars américains (670 millions d'euros).

Après utilisation de 72 millions de dollars américains en 2011, la valeur de l'actif d'impôt différé reconnu a été réévaluée de 177 millions de dollars américains (cf. Note 7 – Charge d'impôt), soit une augmentation nette de 105 millions de dollars américains, et s'établit à 269 millions de dollars américains (208 millions d'euros) au 31 décembre 2011. Cette réévaluation repose sur une estimation des résultats imposables futurs des activités américaines du groupe, sur la base de taux de croissance et de rentabilité et d'un horizon de temps jugés raisonnables.

En conséquence, le montant d'impôt différé non reconnu au 31 décembre 2011 s'élève à 1 375 millions de dollars américains (1 063 millions d'euros) constitués :

- des impôts différés potentiels sur l'ensemble des déficits fiscaux reportables au 31 décembre 2011 soit une base de 3 346 millions de dollars américains à retenir au taux de 39 %,
- des impôts différés potentiels sur les amortissements futurs de l'écart d'acquisition évoqué ci-dessus, soit une base de 867 millions de dollars américains à retenir au taux de 39 %,
- et diminués des impôts différés actifs reconnus au 31 décembre 2011, soit 269 millions de dollars américains.

## Impôts différés actifs non reconnus

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2009	2010	2011
Impôts différés sur déficits fiscaux reportables hors États-Unis	233	318	196
Impôts différés américains sur écart d'acquisition amortissable et déficits fiscaux reportables	971	1 053	1 063
Impôts différés sur autres différences temporelles	146	135	133
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS NON RECONNUS</b>	<b>1 350</b>	<b>1 506</b>	<b>1 392</b>

## Échéancier des déficits fiscaux reportables (en base)

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2009		2010		2011	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
n+1	9	-	11	-	12	-
n+2	14	1	11	-	11	-
n+3	7	-	5	-	1	-
n+4	5	-	7	-	9	-
n+5	10	-	30	1	13	1
Plus de 5 ans	4 086	99	4 544	99	4 601	99
<b>DÉFICITS FISCAUX REPORTABLES (EN BASE)</b>	<b>4 131</b>	<b>100</b>	<b>4 608</b>	<b>100</b>	<b>4 647</b>	<b>100</b>

## NOTE 14 – AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Notes	2009	2010	2011
Titres de sociétés mises en équivalence		16	-	-
Titres de sociétés non consolidées		1	1	4
Dépôts, créances et investissements à long terme		58	88	74
Instruments dérivés	19	3	5	-
Excédents de couverture sur régimes de retraites	20	21	3	-
Divers		13	18	41
<b>AUTRES ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>112</b>	<b>115</b>	<b>119</b>

En 2009, les titres de sociétés mises en équivalence concernaient Strategic Systems Solutions (SSS) Holdings Corporation Ltd dont les 51.17 % de titres restant ont été acquis le 15 juin 2010 permettant de consolider la société par intégration globale depuis 2010.

En 2011, les titres de sociétés non consolidées comprennent essentiellement les titres de la société O2C Pro LLC (3 millions d'euros) acquis par Capgemini Technologies LLC dans le

cadre de l'acquisition des activités de Vengroff, Williams and Associates.

Les dépôts et autres créances à long terme comprennent principalement des dépôts et cautionnements relatifs aux locations et des prêts « aides à la construction » en France, auxquels viennent s'ajouter des dépôts judiciaires en garantie de litiges sociaux et fiscaux chez CPM Braxis pour 19 millions d'euros.

## NOTE 15 – CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2009	2010	2011
Clients	1 326	1 447	1 710
Provisions pour créances douteuses	(30)	(14)	(11)
Factures à émettre	677	821	871
<b>Clients et comptes rattachés hors coûts capitalisés sur projets</b>	<b>1 973</b>	<b>2 254</b>	<b>2 570</b>
Coûts capitalisés sur projets	94	117	115
<b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS</b>	<b>2 067</b>	<b>2 371</b>	<b>2 685</b>

Le total des créances clients et factures à émettre, nettes des acomptes clients et produits constatés d'avance, en nombre de jours de chiffre d'affaires annuel, s'analyse comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2009	2010	2011
Clients et comptes rattachés hors coûts capitalisés sur projets	1 973	2 254	2 570
Acomptes clients et produits constatés d'avance	(567)	(576)	(661)
<b>CRÉANCES CLIENTS NETTES DES ACOMPTES CLIENTS ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>1 406</b>	<b>1 678</b>	<b>1 909</b>
En nombre de jours de chiffre d'affaires annuel <sup>(1)</sup>	60	66	70

(1) En 2010 et 2011 ce ratio est ajusté afin de tenir compte des entrées de périmètre.

### Antériorité des créances clients

Le faible taux de créances douteuses (1 % au 31 décembre 2011) s'explique par le fait que l'essentiel de la facturation implique l'acceptation par le client des travaux réalisés.

Au 31 décembre 2011, le montant des créances clients pour lesquelles la date d'échéance de paiement est dépassée s'élève à 482 millions d'euros représentant 28,4 % des créances clients nettes et se détaille comme suit :

en millions d'euros	< 30 jours	> 30 jours et < 90 jours	> 90 jours
<b>Créances clients nettes</b>	<b>268</b>	<b>140</b>	<b>74</b>
En pourcentage du poste clients nets de provisions	15,8 %	8,3 %	4,3 %

Les créances pour lesquelles la date d'échéance de paiement est dépassée concernent des comptes clients qui font l'objet d'analyses et de suivis spécifiques.

Le 27 décembre 2011, la société Capgemini Technology Services S.A.S a cédé sans recours à un établissement financier des créances à échéance du 31 janvier 2012 pour un montant de 25 millions d'euros. Ayant été cédées avec transfert de crédit au sens d'IAS 39, ces créances ont été décomptabilisées du bilan au 31 décembre 2011.

### Risque de crédit

Le plus gros client du Groupe, qui est un organisme public britannique de premier rang, représente environ 9 % du chiffre d'affaires du Groupe (10 % en 2010 et 11 % en 2009), le second seulement 2 %. Les 10 premiers clients représentent ensemble 22 % du chiffre d'affaires du Groupe et les 30 premiers 36 %. La solvabilité de ces grands clients et la grande dispersion des autres limitent les risques de crédit. Les activités des clients

du Groupe peuvent être affectées par leur environnement économique ainsi que les créances correspondantes par voie de conséquence, mais le Groupe estime qu'aucun de ses clients, aucun des secteurs d'activité ni aucune des zones géographiques où il opère ne présente un risque d'irrecouvrabilité susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière d'ensemble du Groupe.

## NOTE 16 – AUTRES CRÉANCES COURANTES

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Note	2009	2010	2011
Organismes sociaux et taxes		79	126	171
Charges constatées d'avance		106	119	154
Instruments dérivés	19	7	22	12
Divers		11	39	33
<b>AUTRES CRÉANCES COURANTES</b>		<b>203</b>	<b>306</b>	<b>370</b>

Au 31 décembre 2011, le poste « organismes sociaux et taxes » comprend 53 millions d'euros de créances de crédit d'impôt recherche (26 millions d'euros au 31 décembre 2010 classés en déduction des dettes de personnel).

## NOTE 17 – TRÉSORERIE NETTE

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Notes	2009	2010	2011
<b>Actifs de gestion de trésorerie</b>		-	<b>71</b>	<b>73</b>
Placements à court terme		2 109	1 912	1 877
Banques		494	393	346
Instruments dérivés actifs (passifs) sur éléments de trésorerie	19	1	8	10
Découverts bancaires (passif)		(7)	(6)	(9)
<b>Trésorerie</b>	18	<b>2 597</b>	<b>2 307</b>	<b>2 224</b>
Emprunts obligataires		(969)	(1 001)	(1 036)
Dettes liées aux contrats de location-financement		(87)	(88)	(96)
Dettes bancaires ou assimilées		-	(8)	(2)
Autres dettes financières		(1)	(5)	(1)
<b>Dettes financières à long terme</b>		<b>(1 057)</b>	<b>(1 102)</b>	<b>(1 135)</b>
Emprunts obligataires		(211)	(24)	(422)
Dettes liées aux contrats de location-financement		(42)	(51)	(51)
Dettes bancaires ou assimilées		(8)	(85)	(209)
Autres dettes financières	19	(10)	(44)	(11)
<b>Dettes financières à court terme</b>		<b>(271)</b>	<b>(204)</b>	<b>(693)</b>
<b>Dettes financières</b>		<b>(1 328)</b>	<b>(1 306)</b>	<b>(1 828)</b>
Instruments dérivés sur dettes financières		-	(9)	(15)
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>		<b>1 269</b>	<b>1 063</b>	<b>454</b>

### Actifs de gestion de trésorerie

En 2010, Cap Gemini S.A. a investi dans le cadre de sa gestion de trésorerie dans des contrats de capitalisation présentés dans la rubrique « Actifs de gestion de trésorerie » (cf. Note 1-M – Principes comptables : Trésorerie et trésorerie nette). Ces contrats sont résiliables par la Société à tout moment sans pénalités.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2011, les équivalents de trésorerie sont principalement composés de fonds communs de placement, de SICAV, de certificats de dépôts, de billets de trésorerie et de dépôts à terme bancaires.

Les instruments dérivés attachés aux éléments de trésorerie représentent une créance de 10 millions d'euros au 31 décembre 2011 correspondant à la juste valeur des instruments de couverture dans le cadre de l'activité de financement intra-groupe chez Cap Gemini S.A. Cette créance est incluse dans l'état de la situation financière consolidée en « Autres créances courantes » (contre une créance de 8 millions d'euros au 31 décembre 2010).

## Dettes financières

### Emprunts obligataires

#### Emprunt obligataire 2011

Le 18 novembre 2011, Cap Gemini S.A. a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire euro, ayant pour date de jouissance le 29 novembre 2011 et pour échéance le 29 novembre 2016 (Obligation 2011).

Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 500 millions d'euros et il est représenté par 5 000 obligations d'une valeur nominale unitaire de 100.000 euros. L'emprunt porte intérêt au taux nominal annuel de 5,25 %, pouvant augmenter à 6,50 % en cas d'abaissement de la notation de crédit de Cap Gemini S.A. Les conditions et modalités de cet emprunt sont détaillées dans la note d'opération ayant obtenu le visa de l'AMF n°11-546 en date du 25 novembre 2011.

L'Obligation est remboursable en totalité le 29 novembre 2016.

#### Résumé des principales caractéristiques de l'obligation 2011

##### Amortissement normal

Les obligations sont remboursables en totalité le 29 novembre 2016.

##### Amortissement anticipé au gré de la Société

Les obligations sont remboursables au gré de la Société sous certaines conditions, notamment en termes de prix minimum de remboursement, prévues au contrat d'émission.

##### Amortissement anticipé au gré des porteurs

En cas de changement de contrôle, tout porteur d'obligations pourra demander le remboursement anticipé de tout ou partie de ses obligations, sous réserve que ledit changement de contrôle s'accompagne d'un abaissement de la notation financière de la Société.

##### Exigibilité anticipée

A l'initiative de la majorité des porteurs d'obligations, notamment en cas de non-paiement de sommes dues, de manquement à d'autres obligations contenues dans la documentation (sous réserve, le cas échéant, de périodes de « grâce »), de défauts croisés (au-delà d'un seuil minimum de manquement), de liquidation, dissolution ou de cession totale des actifs de la Société.

À noter qu'un changement à la hausse ou à la baisse de la notation de crédit de Cap Gemini S.A. ne constituerait pas une condition d'exigibilité anticipée.

##### Maintien de l'emprunt à son rang

Cap Gemini S.A. s'est engagée à maintenir les obligations à un rang identique à toutes les autres obligations négociables qui pourraient être émises par la Société (« pari passu »).

#### Emprunt obligataire convertibles - OCEANE 2009

Le 8 avril 2009, Cap Gemini S.A. a procédé au lancement d'un emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes ayant pour date de jouissance le 20 avril 2009 et pour échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2014 (OCEANE 2009).

Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 575 millions d'euros et il est représenté par 16 911 765 obligations d'une valeur nominale unitaire de 34 euros, faisant ressortir une prime d'émission de 35 % par rapport au cours de référence de l'action de la Société. Les obligations portent intérêt au taux nominal annuel de 3,5 %. Elles sont convertibles à tout moment à compter du 20 avril 2009, et remboursables au pair le 1<sup>er</sup> janvier 2014 en cas de non conversion. Les conditions et modalités de cet emprunt sont détaillées dans la note d'opération ayant obtenu le visa de l'AMF n°09-084 en date du 8 avril 2009.

#### Emprunt obligataire convertibles - OCEANE 2005 et rachat partiel

Le 16 juin 2005, Cap Gemini S.A. a procédé à l'émission d'un Emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes, ayant pour date de jouissance le 24 juin 2005 et pour échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2012 (OCEANE 2005).

Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 437 millions d'euros et il est représenté par 11 810 810 obligations d'une valeur nominale unitaire de 37 euros. Les obligations portent intérêt au taux nominal annuel de 1 %. Elles sont convertibles à tout moment à compter du 24 juin 2005 et remboursables au prix de 41,90 euros par obligation, soit environ 113,2 % de la valeur nominale unitaire, le 1<sup>er</sup> janvier 2012 en cas de non conversion. Les conditions et modalités de cet emprunt sont détaillées dans la note d'opération ayant obtenu le visa de l'AMF n°05-564 en date du 16 juin 2005.

En novembre 2011, Cap Gemini S.A. a procédé au rachat au fil de l'eau de 2 350 000 obligations pour un montant de 99 millions d'euros au prix moyen de 42,18 euros par obligation. Les obligations rachetées ont été annulées conformément aux dispositions de la note d'opération. Le nombre d'OCEANE 2005 restant en circulation au 31 décembre 2011 est de 9 460 810, soit 80,1 % du nombre initialement émis. À noter que ces obligations ont été totalement remboursées le 2 janvier 2012.

**Incidence des obligations sur les états financiers**

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Note	2009			2010		2011		
		OCEANE 2003	OCEANE 2005	OCEANE 2009	OCEANE 2005	OCEANE 2009	OCEANE 2005	OCEANE 2009	OBLIG. 2011
Composante capitaux propres		52	40	64	40	64	40	64	n.a.
Composante dette au coût amorti		192	464	524	480	545	400	561	497
Taux d'intérêt effectif		5,1 %	4,8 %	6,8 %	4,8 %	6,8 %	4,8 %	6,8 %	5,5 %
Charge d'intérêt reconnue au compte de résultat de la période	6	14	21	24	21	35	22	36	2
Taux d'intérêt nominal		2,5 %	1 %	3,5 %	1 %	3,5 %	1 %	3,5 %	5,3 %
Charge d'intérêt nominal (coupon)		7	4	14	4	20	4	20	2

**Juste valeur des obligations**

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2009			2010		2011		
	OCEANE 2003	OCEANE 2005	OCEANE 2009	OCEANE 2005	OCEANE 2009	OCEANE 2005	OCEANE 2009	OBLIG. 2011
Juste valeur	202	481	580	488	582	400	578	511
Taux de marché	n.a.	2,3 %	3,3 %	2,2 %	3,1 %	n.a.	3,2 %	4,7 %

**Dettes liées aux contrats de location-financement**

en millions d'euros	Antériorité maximale	Échéance maximale	Taux d'intérêt effectif	31 décembre 2011
Immeubles (Université Capgemini Les Fontaines)	Octobre 2002	Juillet 2014	Euribor 3 mois +0,75 %	26
Matériel informatique	Juillet 2003	Février 2017	5,97 %	118
Autres immobilisations	Janvier 2004	Juin 2015	-	3
<b>DETTES LIÉES AUX CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT</b>				<b>147</b>

**Dettes bancaires et assimilées**

Au 31 décembre 2011, les dettes bancaires ou assimilées correspondent principalement à des billets de trésorerie émis sur la période par Cap Gemini S.A. pour 90 millions d'euros et aux emprunts bancaires de CPM Braxis S.A. pour 109 millions d'euros.

**Crédit syndiqué conclu par Cap Gemini S.A.**

Le 14 novembre 2005, Cap Gemini S.A. a conclu avec un groupe de banques une ligne de crédit multidevises de 500 millions d'euros remboursable au plus tard le 14 novembre 2011.

Le 13 janvier 2011, Cap Gemini S.A. a refinancé auprès d'un groupe de 18 banques sa ligne de crédit multidevises pour un montant identique à celle précédemment financée (500 millions d'euros) et à maturité du 13 janvier 2016.

La marge initiale de la nouvelle ligne de crédit ressort à 0,90 % contre 0,40 % précédemment. Cette marge peut évoluer à la hausse et à la baisse en fonction de la notation de crédit de Cap Gemini S.A. Cette ligne est par ailleurs soumise à une commission de non-utilisation de 35 % de la marge (soit 0,315 %) contre 30 % de la marge précédemment (soit 0,12 %),

pouvant être augmentée à 40 % (35 % précédemment) en cas de baisse de la notation de Cap Gemini S.A.

Il est à noter qu'un changement à la hausse ou à la baisse de la notation de Cap Gemini S.A. serait sans incidence sur la disponibilité de cette ligne de crédit. Les autres principaux termes et conditions, et notamment le respect de certains ratios financiers restent inchangés (cf. Note 27 – Engagements hors-bilan).

Au 31 décembre 2011, cette ligne n'avait fait l'objet d'aucun tirage.

## Taux d'intérêt effectif des dettes financières (TIE)

Pour l'exercice 2011, le taux d'intérêt effectif sur l'encours moyen des dettes financières du Groupe ressort à 6,5 % (5,6 % en 2010). Au 31 décembre 2011, la part des dettes à taux fixe est de 92 % (contre 91 % en 2010), le solde étant à taux variable.

La proportion stable des dettes à taux fixe s'explique par l'émission du nouvel emprunt obligataire sur 2011 en refinancement de l'OCEANE 2005 arrivée à échéance début janvier 2012.

### Au 31 décembre 2011

	Euro		Dollar Américain		Livre Sterling		Autres	Total
	TIE %	Montant M€	TIE %	Montant M€	TIE %	Montant M€	Montant M€	Montant M€
OCEANE 2005	4,8 %	400	-	-	-	-	-	400
OCEANE 2009	6,8 %	561	-	-	-	-	-	561
Emprunt obligataire 2011	5,5 %	497	-	-	-	-	-	497
Dettes bancaires ou assimilées	1,8 %	90	-	-	-	-	121	211
Dettes liées aux contrats de location-financement	4,1 %	49	5,9 %	16	6,2 %	61	21	147
Autres dettes financières	-	-	n.a.	1	-	-	11	12
<b>DETTES FINANCIÈRES</b>		<b>1 597</b>		<b>17</b>		<b>61</b>	<b>153</b>	<b>1 828</b>

## Trésorerie nette par échéance en valeur de remboursement

Les montants indiqués dans l'analyse des échéances correspondent aux flux futurs de trésorerie contractuels non actualisés. Les flux futurs de trésorerie relatifs aux OCEANE 2005, 2009 et à l'emprunt obligataire 2011 ont été estimés sur la base des taux nominaux contractuels, respectivement 1 %,

3,5 % et 5,25 %, et selon une hypothèse de remboursement total in fine. Les flux de trésorerie contractuels associés au poste de « Dettes liées aux contrats de location-financement » correspondent aux flux de remboursement contractuels des emprunts.

### Au 31 décembre 2011

en millions d'euros	Échéance contractuelle	Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Flux de trésorerie contractuels				
				< à 1 an	> 1 et < 2 ans	> 2 et < 5 ans	> 5 ans
<b>Actifs de gestion de trésorerie</b>	2012	<b>73</b>	<b>73</b>	<b>73</b>	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2012	2 223	2 223	2 223	n.a.	n.a.	n.a.
Découverts bancaires	2012	(9)	(9)	(9)	n.a.	n.a.	n.a.
Instruments dérivés sur éléments de trésorerie	2012	10	10	10	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Trésorerie</b>		<b>2 224</b>	<b>2 224</b>	<b>2 224</b>	<b>n.a.</b>	<b>n.a.</b>	<b>n.a.</b>
OCEANE 2005	2012	(400)	(400)	(400)	-	-	-
OCEANE 2009	2014	(561)	(635)	(20)	(20)	(595)	-
Emprunt obligataire 2011	2016	(497)	(631)	(2)	(26)	(603)	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	2012 à 2017	(147)	(153)	(56)	(45)	(52)	-
Dettes bancaires ou assimilées	2012 à 2014	(211)	(211)	(209)	(1)	(1)	-
Autres dettes financières	2012 à 2014	(12)	(12)	(11)	(1)	-	-
<b>Dettes financières</b>		<b>(1 828)</b>	<b>(2 042)</b>	<b>(698)</b>	<b>(93)</b>	<b>(1 251)</b>	-
Instruments dérivés sur dettes financières	n.a.	(15)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>		<b>454</b>	<b>255</b>	<b>1 599</b>	<b>(93)</b>	<b>(1 251)</b>	<b>n.a.</b>

## Au 31 décembre 2010

<i>en millions d'euros</i>	Échéance contractuelle	Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Flux de trésorerie contractuels	< à 1 an	> 1 et < 2 ans	> 2 et < 5 ans	> 5 ans
<b>Actifs de gestion de trésorerie</b>	2011	<b>71</b>	<b>71</b>	<b>71</b>	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2011	2 305	2 305	2 305	n.a.	n.a.	n.a.
Découverts bancaires	2011	(6)	(6)	(6)	n.a.	n.a.	n.a.
Instruments dérivés sur éléments de trésorerie	2011	8	8	8	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Trésorerie</b>		<b>2 307</b>	<b>2 307</b>	<b>2 307</b>	<b>n.a.</b>	<b>n.a.</b>	<b>n.a.</b>
OCEANE 2005	2012	(480)	(504)	(4)	(500)	-	-
OCEANE 2009	2014	(545)	(656)	(20)	(20)	(616)	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	2011 à 2015	(139)	(149)	(55)	(40)	(54)	-
Dettes bancaires ou assimilées	2011 à 2012	(93)	(93)	(85)	(8)	-	-
Autres dettes financières	2011 à 2015	(49)	(49)	(44)	(4)	(1)	-
<b>Dettes financières</b>		<b>(1 306)</b>	<b>(1 451)</b>	<b>(208)</b>	<b>(572)</b>	<b>(671)</b>	<b>-</b>
Instruments dérivés sur dettes financières	n.a.	(9)	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>		<b>1 063</b>	<b>927</b>	<b>2 170</b>	<b>(572)</b>	<b>(671)</b>	<b>n.a.</b>

## Au 31 décembre 2009

<i>en millions d'euros</i>	Échéance contractuelle	Valeur dans l'état de la situation financière consolidée	Flux de trésorerie contractuels	< à 1 an	> 1 et < 2 ans	> 2 et < 5 ans	> 5 ans
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2010	2 603	2 603	2 603	n.a.	n.a.	n.a.
Découverts bancaires	2010	(7)	(7)	(7)	n.a.	n.a.	n.a.
Instruments dérivés sur éléments de trésorerie	2010	1	1	1	n.a.	n.a.	n.a.
<b>Trésorerie</b>		<b>2 597</b>	<b>2 597</b>	<b>2 597</b>	<b>n.a.</b>	<b>n.a.</b>	<b>n.a.</b>
OCEANE 2003	2010	(192)	(192)	(192)	-	-	-
OCEANE 2005	2012	(464)	(508)	(4)	(4)	(500)	-
OCEANE 2009	2014	(524)	(670)	(14)	(20)	(636)	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	2010 à 2014	(129)	(129)	(43)	(37)	(49)	-
Autres dettes financières	2010 à 2015	(19)	(19)	(18)	-	-	(1)
<b>Dettes financières</b>		<b>(1 328)</b>	<b>(1 518)</b>	<b>(271)</b>	<b>(61)</b>	<b>(1 185)</b>	<b>(1)</b>
Instruments dérivés sur dettes financières	n.a.	-	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>		<b>1 269</b>	<b>1 079</b>	<b>2 326</b>	<b>(61)</b>	<b>(1 185)</b>	<b>(1)</b>



## Trésorerie nette et risque de liquidité

Les passifs financiers dont l'exigibilité pourrait exposer le Groupe à un risque de liquidité correspondent principalement aux deux emprunts obligataires convertibles (OCEANE 2005 et OCEANE 2009) et au nouvel emprunt obligataire 2011. Toutefois, il convient de noter que le remboursement définitif de l'OCEANE 2005 est intervenu le 2 janvier 2012.

Afin de gérer le risque de liquidité pouvant résulter de l'exigibilité des passifs financiers, que ce soit à leur échéance contractuelle ou par anticipation, le Groupe met en œuvre une politique de financement prudente reposant en particulier sur :

- le recours mesuré à l'effet de levier de la dette, combiné à l'attention portée à limiter l'octroi de toute disposition contractuelle pouvant entraîner une exigibilité anticipée des dettes financières,
- le maintien à tout moment d'un niveau élevé de disponibilités (2 297 millions d'euros au 31 décembre 2011) auquel s'ajoute notamment une ligne de crédit syndiquée multidevises de 500 millions d'euros (jamais tirée à ce jour),
- la gestion active des maturités des passifs financiers, visant à limiter la concentration d'échéances de dettes financières,
- la diversification des sources de financement, permettant de limiter la dépendance vis-à-vis de certaines catégories de prêteurs.

## Trésorerie nette et risque de crédit

Les actifs financiers qui pourraient par nature exposer le Groupe au risque de crédit ou de contrepartie correspondent principalement aux placements financiers : le Groupe a pour politique de ne pas placer sa trésorerie sur des supports actions, et de répartir en revanche ses placements sur (i) des titres de créances négociables (certificats de dépôt et billets de trésorerie), (ii) des dépôts et comptes, (iii) des contrats de capitalisation ou (iv) des supports monétaires de maturité courte (SICAV et FCP), dans le respect de règles de diversification et de qualité de contrepartie.

Au 31 décembre 2011, les placements à court terme qui s'élèvent à 1 877 millions d'euros sont composés essentiellement (i) de fonds communs de placement et SICAV répondant aux critères de classification en « catégorie monétaire » défini par l'AMF, et (ii) de titres de créances négociables d'une maturité ne dépassant pas 3 mois ou immédiatement disponibles, émis par des sociétés ou institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit (minimum A2/P2 ou équivalent). Ces placements n'exposent donc pas le Groupe à un risque de contrepartie significatif.

## NOTE 18 – FLUX DE TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2011, la trésorerie s'élève à 2 224 millions d'euros (cf. Note 17 – Trésorerie nette) en diminution de 83 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2010 (2 307 millions d'euros). Hors incidence de la variation des cours des devises sur la trésorerie pour un montant de 12 millions d'euros, cette diminution s'élève à 71 millions d'euros. Les flux impactant la trésorerie sont présentés dans les « Tableaux des flux de trésorerie consolidés ».

### Flux de trésorerie liés à l'activité

En 2011, les flux de trésorerie liés à l'activité représentent un encaissement de 349 millions d'euros (contre 503 millions d'euros en 2010) et résultent :

- de la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier (net) et impôts pour un montant positif de 743 millions d'euros,
- du paiement de l'impôt pour 104 millions d'euros,
- de l'augmentation du besoin en fonds de roulement générant un impact négatif sur la trésorerie de 290 millions d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement (BFR) et sa réconciliation avec l'état de la situation financière consolidée s'analysent comme suit :

en millions d'euros	Composantes du besoin en fonds de roulement (État de la situation financière consolidée)						Éléments sans effet de trésorerie			Éléments du tableau des flux de trésorerie
	Notes	31 décembre 2010	31 décembre 2011	Impact net	Éléments hors BFR <sup>(1)</sup>	Impact des éléments de BFR	Impact Résultat	Impact du change	Reclas- sements <sup>(2)</sup> et entrées périmètre	Valeur
Clients et comptes rattachés	15	2 371	2 685	(314)	-	(314)	-	14	100	(200)
Acomptes clients et produits constatés d'avance	15	(576)	(661)	85	-	85	-	(9)	(11)	65
<b>Variation liée aux créances clients et comptes rattachés et acomptes clients et produits constatés d'avance</b>				<b>(229)</b>	<b>-</b>	<b>(229)</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>89</b>	<b>(135)</b>
Dettes opérationnelles (dettes fournisseurs)	23	(957)	(944)	(13)	-	(13)	-	(1)	(67)	(81)
<b>Variation liée aux dettes fournisseurs</b>				<b>(13)</b>	<b>-</b>	<b>(13)</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>(67)</b>	<b>(81)</b>
Autres actifs non courants	14	115	119	(4)	(14)	(18)	(1)	0	(3)	(22)
Autres créances courantes	16	306	370	(64)	4	(60)	1	(5)	36	(28)
Autres dettes non courantes	22	(279)	(322)	43	(30)	13	(1)	2	(13)	1
Dettes opérationnelles (hors dettes fournisseurs)	23	(1 348)	(1 396)	48	-	48	-	5	(55)	(2)
Autres dettes courantes	24	(80)	(137)	57	(14)	43	(3)	4	(67)	(23)
<b>Variation liée aux autres créances et dettes</b>				<b>80</b>	<b>(54)</b>	<b>26</b>	<b>(4)</b>	<b>6</b>	<b>(102)</b>	<b>(74)</b>
<b>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ</b>						<b>(216)</b>	<b>(4)</b>	<b>10</b>	<b>(80)</b>	<b>(290)</b>

(1) Les éléments des postes de l'état de la situation financière consolidée expliquant les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement, de financement et le versement de l'impôt ne sont pas inclus dans le besoin en fonds de roulement.

(2) Les « reclassements » comprennent pour l'essentiel, les variations liées au passage entre les éléments courants et non courants de certaines dettes et créances opérationnelles, la variation de position active ou passive de certaines créances et dettes de nature sociales ou fiscales.

### Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Les principales composantes des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement pour un montant négatif de 699 millions d'euros (contre 433 millions d'euros en 2010), reflètent :

- les décaissements liés aux regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise, pour 554 millions d'euros, dont principalement les acquisitions des sociétés Prosodie pour 366 millions d'euros (376 millions d'euros de prix d'acquisition, 6 millions d'euros de trésorerie acquise et 4 millions d'euros de compléments de prix), CS consulting (44 millions d'euros), AIVE Group (40 millions d'euros) et Artésys (27 millions d'euros). L'ensemble des frais liés aux acquisitions décaissés durant l'exercice s'élève à 7 millions d'euros,
- les décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles, nettes des cessions, pour 28 millions d'euros, soit essentiellement des logiciels dans le cadre de projets clients ou à usage interne et des actifs incorporels générés en interne (cf. Note 10 – Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles),
- les décaissements nets des cessions liés aux immobilisations corporelles pour 127 millions d'euros, principalement dus à l'achat d'ordinateurs relatif à des projets ou lié au renouvellement partiel du parc informatique, à des travaux

de rénovation, d'agrandissement et de remise en l'état des surfaces de bureaux (cf. Note 11 – Immobilisations corporelles).

### Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

L'encaissement net lié aux flux de trésorerie correspondant aux opérations de financement s'élève à 279 millions d'euros (contre 445 millions d'euros de décaissement en 2010), et concerne essentiellement :

- le versement de 154 millions d'euros au titre du dividende 2010,
- l'encaissement de 495 millions d'euros du fait de l'émission d'un nouvel emprunt obligataire en novembre 2011,
- le décaissement de 99 millions d'euros relatif au remboursement partiel de l'OCEANE 2005 en novembre 2011,
- l'encaissement de 90 millions d'euros relatif à l'émission de billets de trésorerie,
- le décaissement de 54 millions d'euros en remboursement des dettes liées aux contrats de location-financement,
- le versement reçu de 34 millions d'euros des intérêts minoritaires de CPM Braxis suite à leur souscription à l'augmentation de capital en décembre 2011 pour 80 millions de réals brésiliens,
- le paiement des intérêts financiers net des intérêts reçus pour 30 millions d'euros.

## NOTE 19 – INSTRUMENTS DÉRIVÉS ET GESTION DES RISQUES DE CHANGE ET DE TAUX D'INTÉRÊT

### Gestion du risque de change

#### Politique de gestion du risque de change

#### Risque de change et couverture des transactions opérationnelles

Le recours croissant à la production délocalisée dans les centres situés en Inde mais aussi en Pologne ou en Amérique Latine, expose le Groupe à des risques de change sur une partie de ses coûts de production.

Le Groupe a donc mis en œuvre une politique visant à minimiser et gérer ces risques de change, relevant essentiellement des flux internes avec l'Inde. La politique de couverture est définie par le Groupe sur la base de reporting périodiques, mise en œuvre principalement au moyen d'achats et de ventes à termes de devises.

Ces opérations de couverture sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité de couverture de flux futurs de trésorerie.

#### Risque de change et couverture des transactions financières

Le Groupe est exposé au risque de variation des cours des devises, au titre :

- des flux financiers échangés dans le cadre de l'activité de financement intra-groupe principalement chez Cap Gemini S.A., ces flux étant systématiquement couverts (notamment sous forme de contrats d'achat et de vente de devises à terme), l'incidence de la variation des devises sur le compte de résultat est à ce titre négligeable.
- des flux de redevances payables à Cap Gemini S.A. par les filiales n'ayant pas l'euro comme devise fonctionnelle. Ces flux étant pour l'essentiel couverts, l'incidence de la variation des devises sur le compte de résultat est peu significative.

#### Risque de change et couverture des autres dettes non courantes

Au cours de l'exercice, le Groupe a couvert une partie de son exposition au risque de change relatif à l'option d'achat-vente dont disposent respectivement le Groupe Capgemini et les autres actionnaires de la société CPM Braxis sur la part du capital non encore détenus par le Groupe.

À noter que la sensibilité au risque de change sur les réserves de conversion est présentée en Note 9 - Capitaux propres.

## Exposition au risque de change

Les montants couverts au 31 décembre 2011 et détaillés ci-dessous par devise, concernent essentiellement Cap Gemini S.A. dans le cadre de financements internes au Groupe ainsi que la filiale Capgemini India Private Ltd. dans le cadre des activités de sous-traitance qu'elle réalise pour les

autres régions du Groupe. Capgemini India Private Ltd. facturant ses prestations en dollar américain, livre sterling et euro aux entités du Groupe donneurs d'ordres, le risque de change au titre de la production encourue en roupie indienne se traduit par une exposition sur ces trois devises.

### 31 décembre 2011

<i>en millions d'euros</i>	Euro	Dollar américain	Livre sterling	Dollar australien	Couronne suédoise	Dollar canadien	Autres devises <sup>(1)</sup>
Total Actif	101	388	161	13	72	2	11
Total Passif	(70)	(84)	(383)	(1)	(47)	(127)	(4)
Exposition aux risques de change avant couverture	31	304	(222)	12	25	(125)	7
Montants couverts	(27)	(212)	225	(11)	(23)	126	(1)
Exposition aux risques de change après couverture	4	92	3	1	2	1	6

(1) Les autres devises comprennent essentiellement le zloty polonais, le franc suisse, le dollar singapourien et la couronne norvégienne.

Au 31 décembre 2011, les contrevaieurs des contrats d'achat et de vente de devises à terme se répartissent par nature de transaction selon les échéances suivantes :

<i>en millions d'euros</i>	< 6 mois	> 6 mois et < 12 mois	> 12 mois	Total
Transactions opérationnelles	225	185	162	572
Transactions financières	574	5	17	596
Transactions sur autres dettes non courantes	-	-	105	105
<b>TOTAL</b>	<b>799</b>	<b>190</b>	<b>284</b>	<b>1 273</b>

Les couvertures engagées au titre des transactions opérationnelles en Inde sont constituées essentiellement de contrats de vente de devises à terme dont l'échéance est comprise entre 2012 et 2013 pour une contre-valeur totale de 505 millions d'euros (532 millions d'euros au 31 décembre 2010). Ces couvertures portent essentiellement sur des montants en dollars américains (376 millions de dollars américains), euros (149 millions d'euros), livres sterling (55 millions de livres sterling). Ces couvertures ont des échéances allant de 2 mois à presque 2 ans.

Par ailleurs, il existe également des contrats de vente de devises à terme (notamment livre sterling, dollar américain et couronne suédoise) en Pologne, France et États-Unis dont les échéances sont comprises entre 2012 et 2016, pour une contre-valeur totale de 43 millions d'euros.

Les opérations de couvertures sur les opérations financières concernent principalement Cap Gemini S.A. Au 31 décembre 2011, le montant des prêts intra-groupe couverts s'élève à 570 millions d'euros (440 millions d'euros au 31 décembre 2010) correspondant à des prêts libellés en livre sterling, dollar australien, couronne suédoise, dollar américain et dollar canadien.

Les opérations de couvertures sur les autres dettes non courantes prennent principalement la forme d'achats et ventes à terme de devises et portent sur un nominal de 253 millions de réals brésiliens (105 millions d'euros) qui ont pour échéance octobre 2013.

## Juste valeur des instruments dérivés de couverture

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Notes	2009	2010	2011
Autres actifs non courants	14	3	5	-
Autres créances courantes	16	7	22	12
Autres dettes non courantes	22	(3)	(2)	(15)
Autres dettes courantes	24	(4)	(10)	(51)
<b>Juste valeur des instruments dérivés de couverture</b>		<b>3</b>	<b>15</b>	<b>(54)</b>
relatifs à des :				
- transactions opérationnelles		3	16	(49)
- transactions financières		-	(1)	(5)
<b>Contrepartie des instruments dérivés de couverture reconnue en capitaux propres au 31 décembre (sur transactions opérationnelles)</b>		<b>2</b>	<b>11</b>	<b>(44)</b>
<b>Variation de la période des instruments dérivés de couverture reconnus en capitaux propres</b>		<b>29</b>	<b>9</b>	<b>(55)</b>
Dont recyclage en résultat d'exploitation relatif aux transactions réalisées		19	(15)	3
Dont juste valeur des instruments dérivés de couverture relatifs aux transactions futures		10	24	(58)

La juste valeur des instruments dérivés de couverture et la contrepartie des instruments dérivés de couverture reconnue en capitaux propres concernent principalement les couvertures relatives aux flux d'opérations intra-groupe entre l'Inde et les autres entités du Groupe. La variation de ces éléments entre le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011 s'explique par la dépréciation de la roupie indienne contre euro, dollar américain et livre sterling.

## Juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt

La S.A.R.L. Immobilière Les Fontaines qui héberge l'université Capgemini a signé en 2003 un contrat d'échange de taux d'intérêt à échéance juillet 2014 portant sur un notionnel résiduel de 26 millions d'euros, relatif à la couverture à hauteur de 50 % du contrat de location-financement de ladite Université. Aux termes du contrat d'échange de taux correspondant, la S.A.R.L. Immobilière Les Fontaines est payeur de taux fixe à 3,51 % contre Euribor 3 mois.

## Gestion du risque de taux d'intérêt

### Politique de gestion du risque de taux d'intérêt

L'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt s'analyse à la lumière de sa situation de trésorerie : au 31 décembre 2011, le Groupe dispose de liquidités pour 2 296 millions d'euros placés majoritairement à taux variable (ou, à défaut, à taux fixe sur des périodes de durée inférieure ou égale à 3 mois), contre un endettement financier brut de 1 837 millions d'euros majoritairement à taux fixe (92 %), cf Note 17-Trésorerie nette. L'importance de la part à taux fixe résulte du poids des emprunts obligataires dans l'endettement financier brut.

### Exposition au risque de taux d'intérêt : analyse de sensibilité

Sur la base du niveau moyen de trésorerie et de dette financière constaté sur l'exercice 2011, une hausse des taux d'intérêt de 100 points de base aurait un effet positif sur le coût de l'endettement financier net du Groupe de l'ordre de 17 millions d'euros (17 millions d'euros en 2010 et en 2009). A l'inverse, une baisse des taux d'intérêt de 100 points de base aurait, pour l'exercice 2011, une incidence négative de 17 millions d'euros sur le coût d'endettement financier net du Groupe (17 millions d'euros en 2010 et en 2009).

## Gestion du risque de contrepartie

Dans le cadre de ses politiques de gestion des risques de change et de taux décrites ci-dessus, le Groupe conclut des contrats de couverture avec des établissements financiers de premier plan et le risque de contrepartie peut être considéré comme non significatif à ce titre. Au 31 décembre 2011, les principales contreparties du Groupe au titre de sa gestion des risques de change et de taux sont les banques Barclays, BNP-Paribas, CA CIB, Citibank, Itau, HSBC, Natixis, Santander et Société Générale.

## NOTE 20 – PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILÉS

### Détail des provisions pour retraites et engagements assimilés

#### Évolution de l'obligation, des actifs de couverture et de la charge reconnue au compte de résultat

<i>en millions d'euros</i>	Notes	2009	2010	2011
<b>Valeur actualisée de l'obligation au 1<sup>er</sup> janvier</b>		<b>1 616</b>	<b>2 112</b>	<b>2 548</b>
Regroupements d'entreprises		-	-	8
Coût des services rendus		30	39	43
Coût des services passés		14	6	3
Intérêts financiers		113	131	136
Effet de réduction et liquidation		(4)	(2)	-
Contributions versées par les salariés		5	6	6
Prestations versées aux salariés		(48)	(76)	(71)
Variations des écarts actuariels <sup>(1)</sup>		249	198	280
Écarts de conversion		133	133	72
Autres mouvements		4	1	2
<b>Valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre</b>		<b>2 112</b>	<b>2 548</b>	<b>3 027</b>
<b>Juste valeur des actifs de couverture au 1<sup>er</sup> janvier</b>		<b>(1 090)</b>	<b>(1 417)</b>	<b>(1 713)</b>
Rendement attendu des actifs		(71)	(103)	(111)
Effet de réduction et liquidation		3	2	-
Contributions versées par les salariés		(5)	(6)	(6)
Prestations versées aux salariés		41	68	66
Contributions aux plans		(100)	(84)	(93)
Variations des écarts actuariels <sup>(1)</sup>		(90)	(71)	13
Écarts de conversion		(100)	(97)	(45)
Autres mouvements		(5)	(5)	(9)
<b>Juste valeur des actifs de couverture au 31 décembre</b>		<b>(1 417)</b>	<b>(1 713)</b>	<b>(1 898)</b>
Déficit net total		695	835	1 129
Coût des services passés non reconnus		(36)	(34)	(30)
<b>Provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre</b>		<b>659</b>	<b>801</b>	<b>1 099</b>
Excédents de couverture reconnus à l'actif	14	(21)	(3)	-
<b>Provisions reconnues au passif</b>		<b>680</b>	<b>804</b>	<b>1 099</b>
<b>Charge de la période reconnue au compte de résultat :</b>				
Coûts des services rendus	4	(30)	(39)	(43)
Coûts des services passés	4	(5)	(8)	(8)
Intérêts financiers	6	(113)	(131)	(136)
Rendement attendu des actifs	6	71	103	111
Effet de réduction et de liquidation	5	1	-	-
<b>TOTAL CHARGE DE LA PÉRIODE</b>		<b>(76)</b>	<b>(75)</b>	<b>(76)</b>

(1) La variation des écarts actuariels est reconnue en produits et charges comptabilisés en capitaux propres.

**Évolution par principaux pays bénéficiaires**

<i>en millions d'euros</i>	<b>Royaume-Uni</b>	<b>Canada</b>	<b>Autres</b>	<b>Total</b>
<b>Au 31 décembre 2009</b>				
Dette actuarielle relative aux régimes couverts par des actifs	1 525	305	130	1 960
Juste valeur des actifs de couverture	(1 024)	(289)	(104)	(1 417)
Déficit net des régimes couverts par des actifs	501	16	26	543
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres <sup>(1)</sup></i>	297	56	8	361
Déficit des régimes non couverts par des actifs	-	37	115	152
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres <sup>(1)</sup></i>	-	(5)	18	13
<b>Déficit net total</b>	<b>501</b>	<b>53</b>	<b>141</b>	<b>695</b>
Coûts des services passés non reconnus	-	-	(36)	(36)
<b>Provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée</b>	<b>501</b>	<b>53</b>	<b>105</b>	<b>659</b>
Excédents de couverture reconnus à l'actif	-	(5)	(16)	(21)
Provisions reconnues au passif	501	58	121	680
<b>Au 31 décembre 2010</b>				
Dette actuarielle relative aux régimes couverts par des actifs	1 827	368	167	2 362
Juste valeur des actifs de couverture	(1 251)	(341)	(121)	(1 713)
Déficit net des régimes couverts par des actifs	576	27	46	649
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres <sup>(1)</sup></i>	398	75	13	486
Déficit des régimes non couverts par des actifs	-	58	128	186
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres <sup>(1)</sup></i>	-	6	25	31
<b>Déficit net total</b>	<b>576</b>	<b>85</b>	<b>174</b>	<b>835</b>
Coûts des services passés non reconnus	-	-	(34)	(34)
<b>Provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée</b>	<b>576</b>	<b>85</b>	<b>140</b>	<b>801</b>
Excédents de couverture reconnus à l'actif	-	-	(3)	(3)
Provisions reconnues au passif	576	85	143	804
<b>Au 31 décembre 2011</b>				
Dette actuarielle relative aux régimes couverts par des actifs	2 187	425	180	2 792
Juste valeur des actifs de couverture	(1 428)	(345)	(125)	(1 898)
Déficit net des régimes couverts par des actifs	759	80	55	894
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres <sup>(1)</sup></i>	619	141	20	780
Déficit des régimes non couverts par des actifs	-	85	150	235
<i>Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres <sup>(1)</sup></i>	-	27	28	55
<b>Déficit net total</b>	<b>759</b>	<b>165</b>	<b>205</b>	<b>1 129</b>
Coûts des services passés non reconnus	-	-	(30)	(30)
<b>Provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée</b>	<b>759</b>	<b>165</b>	<b>175</b>	<b>1 099</b>
Excédents de couverture reconnus à l'actif	-	-	-	-
Provisions reconnues au passif	759	165	175	1 099

(1) Les écarts actuariels sont constatés en produits et charges comptabilisés en capitaux propres.

Les « Autres » pays concernent les États-Unis, la Suède, la Norvège, la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, les Pays-Bas, l'Italie et l'Inde. Ces pays représentent 16 % des provisions nettes dans l'état de la situation financière consolidée.

## Principales hypothèses actuarielles

### Taux d'actualisation et taux d'augmentation des salaires

en %	2009	2010	2011		
			Royaume-Uni	Canada	Autres
Taux d'actualisation des engagements	3,3 - 8,3	2,4 - 8,4	4,7	5,2	2,9 - 8,8
Taux d'augmentation des salaires	1,0 - 7,0	1,0 - 7,0	3,9	3,3	1,5 - 10,0

En 2011, les indices de référence utilisés pour la détermination des taux d'actualisation sont identiques à ceux utilisés les années précédentes.

### Actifs de couverture et taux de rendement attendu et effectif

en millions d'euros	Montant	%	Taux de rendement attendu			Taux de rendement effectif		
			Royaume-Uni	Canada	Autres	Royaume-Uni	Canada	Autres
<b>Au 31 décembre 2009</b>								
Actions	841	59	8,0	8,5	6,3 - 8,3	17,6 - 26,6	11,6 - 12,2	(2,5) - 32,2
Obligations	509	36	5,9	4,0	2,1 - 4,7	7,0 - 9,2	7,1	(2,5) - 23,3
Biens immobiliers	14	1	6,5	-	3,9	(6,1)	-	(2,5) - 9,8
Trésorerie	31	2	3,8	1,0	3,9	0,8	(1,5) - (1,1)	0,2
Autres	22	2	-	-	(6,6) - 12,2	-	-	(12,3) - 9,8
<b>TOTAL</b>	<b>1 417</b>	<b>100</b>						
<b>Au 31 décembre 2010</b>								
Actions	1 015	59	8,0	8,5	3,0 - 8,7	12,8 - 16,3	8,6 - 8,8	0,9 - 13,5
Obligations	595	35	5,5	4,0	1,5 - 4,5	9,4 - 11,0	9,0 - 9,2	0,9 - 8,5
Biens immobiliers	3	-	-	-	3,0 - 3,9	-	-	0,9 - 8,5
Trésorerie	71	4	3,8	1,0	0,8 - 3,0	1,3	(1,4) - (1,3)	0,1 - 8,5
Autres	29	2	-	-	3,8 - 5,9	-	-	0,9 - 24,3
<b>TOTAL</b>	<b>1 713</b>	<b>100</b>						
<b>Au 31 décembre 2011</b>								
Actions	1 068	56	8,0	7,5	4,3 - 10,1	(5,7) - (4,8)	(4,1) - (4,0)	1,5 - 3,3
Obligations	752	40	4,7	4,0	2,0 - 4,6	15,3 - 15,8	10,8	1,5 - 6,2
Biens immobiliers	3	-	6,5	-	3,0 - 4,0	-	-	1,5 - 3,0
Trésorerie	44	2	3,8	1,0	0,5 - 4,0	0,5	(1,2) - (0,8)	-
Autres	31	2	-	-	(2,3) - 9,4	-	-	0,9 - 9,4
<b>TOTAL</b>	<b>1 898</b>	<b>100</b>						

Au Royaume-Uni, les taux de rendement attendu sont validés par des experts. En ce qui concerne les actions, le taux de rendement attendu résulte d'une étude sur une sélection de sociétés de premier rang au Royaume-Uni qui prend en compte la maturité des engagements couverts et les projections de rendement attendu compte tenu des évolutions passées. Le taux de rendement attendu des obligations est déterminé à partir du

taux d'actualisation utilisé pour la dette, c'est-à-dire le taux de rendement attendu sur les obligations d'entreprises notées AA. Au Canada, les taux de rendement attendu sont déterminés selon un modèle fondé sur des données économiques observables sur les marchés financiers (hypothèses sur la rentabilité des actions et des obligations validées par des analyses d'experts).



## Effectifs relatifs aux régimes de retraites

Au 31 décembre	2009	2010	2011			
	Total	Total	Royaume-Uni	Canada	Autres	Total
Salariés en activité – droits ouverts	44 626	54 284	1 160	2 697	57 581	61 438
Anciens salariés et salariés en activité – droits fermés	12 101	12 014	8 607	225	3 047	11 879
Retraités	2 288	2 538	1 843	639	338	2 820
<b>TOTAL</b>	<b>59 015</b>	<b>68 836</b>	<b>11 610</b>	<b>3 561</b>	<b>60 966</b>	<b>76 137</b>

L'augmentation des effectifs en 2011 est essentiellement due à l'expansion des activités du Groupe en Inde. En effet, au 31 décembre 2011, le total des effectifs bénéficiant de ces régimes de retraites en Inde s'élève à 35 932, contre 30 621 salariés au 31 décembre 2010.

## Analyse de l'évolution des provisions pour retraites et engagements assimilés

## Évolution du contexte réglementaire : réforme des régimes de retraites en France

La réforme des régimes de retraites adoptée en France et ayant pour conséquence un rallongement de la durée d'activité n'a pas eu d'impact significatif sur le montant des indemnités de départ à la retraite (IDR).

## Impact au compte de résultat : variation des coûts des services rendus et charge financière

En 2011, la charge reconnue en marge opérationnelle au titre des coûts des services rendus et passés s'élève à 51 millions d'euros et concerne pour l'essentiel la France (16 millions d'euros), le Canada (14 millions d'euros), et le Royaume-Uni (12 millions d'euros). L'augmentation du coût des services rendus en 2011 par rapport à 2010 (4 millions d'euros) provient essentiellement de la diminution des taux d'actualisation entre 2009 et 2010 sur la plupart des régions, notamment au Canada.

L'effet net des intérêts financiers (actualisation de l'obligation) et du rendement attendu des actifs de couverture représente une charge financière de 25 millions d'euros (principalement le Royaume-Uni pour 15 millions d'euros). L'évolution de cette charge financière nette en 2011 par rapport à 2010 (diminution de 3 millions d'euros) provient de :

- l'augmentation de la juste valeur des actifs de couverture comme conséquence de la hausse des contributions versées par le Groupe. A cela s'ajoute également l'effet positif de la hausse légère du taux de rendement attendu pour le principal régime de retraites au Royaume-Uni. L'impact total est une diminution de la charge financière nette de 8 millions d'euros,
- l'effet favorable lié à la baisse des taux d'intérêts dans la plupart des régions est cependant plus que compensée par l'augmentation de la valeur actualisée des obligations, notamment au Royaume-Uni, ce qui se traduit par une augmentation de la charge financière nette de 5 millions d'euros.

## Impact en capitaux propres : variation des écarts actuariels

Les écarts actuariels résultent de l'augmentation ou de la diminution de la valeur actualisée de l'obligation ou de la juste valeur des actifs de couverture. Ces écarts incluent (i) les effets des changements d'hypothèses actuarielles et (ii) les effets liés à l'expérience, c'est-à-dire les différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit.

Au 31 décembre	2009	2010	2011			
	Total	Total	Royaume-Uni	Canada	Autres	Total
Effets des changements d'hypothèses actuarielles	257	186	240	61	5	306
Effets liés à l'expérience :	(98)	(59)	(39)	22	4	(13)
Dont ajustement des passifs <sup>(1)</sup>	(8)	12	(29)	2	1	(26)
Dont ajustement des actifs <sup>(2)</sup>	(90)	(71)	(10)	20	3	13
<b>IMPACT EN CHARGES ET PRODUITS COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>159</b>	<b>127</b>	<b>201</b>	<b>83</b>	<b>9</b>	<b>293</b>

(1) + : augmentation des passifs / - : diminution des passifs

(2) - : augmentation des actifs / + : diminution des actifs

**Effets des changements d'hypothèses actuarielles**

Les effets des changements d'hypothèses actuarielles (principalement taux d'actualisation des engagements et taux de rendement attendu des actifs de couverture) ont généré une perte actuarielle en 2011 de 293 millions d'euros. Cette perte est liée aux changements d'hypothèses actuarielles entre 2010 et 2011 notamment au Royaume-Uni et au Canada où les taux d'actualisation diminuent respectivement de 83 et 45 points de base.

**Effets liés à l'expérience**

Les effets liés à l'expérience proviennent des différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit durant l'exercice. L'effet d'expérience sur la valeur des actifs de couverture génère une perte actuarielle de 13 millions d'euros, résultant en particulier d'une perte actuarielle de 20 millions d'euros au Canada (taux de rendement réel ayant été inférieur au taux de rendement attendu), compensée partiellement par un gain actuariel chez UK de 10 millions d'euros (taux de rendement réel ayant été supérieur au taux de rendement attendu).

**Autres impacts dans l'état de la situation financière : contributions, prestations et écarts de conversion**

Les contributions versées par le Groupe s'élèvent à 93 millions d'euros en 2011, dont 61 millions d'euros au Royaume-Uni et 24 millions d'euros au Canada.

Les prestations versées aux salariés pour 71 millions d'euros concernent principalement le Royaume-Uni (30 millions d'euros) et le Canada (26 millions d'euros).

L'augmentation des provisions pour retraites pour 27 millions d'euros liée aux écarts de conversion est due à la revalorisation en particulier de la livre sterling (23 millions d'euros) et du dollar canadien (3 millions d'euros) au cours de la période.

Il est à noter qu'au Royaume-Uni, la section à prestations définies du principal régime de retraites de Capgemini UK Plc. est fermée depuis le 31 mars 2008 pour l'essentiel des bénéficiaires concernés. En contrepartie, ces personnes ont eu la possibilité d'adhérer à la section à cotisations définies de ce plan. Par ailleurs, Capgemini UK Plc., conformément aux recommandations du « Pension Regulator » britannique, a pris l'engagement de combler le déficit arrêté lors de la dernière évaluation triennale jusqu'en juillet 2018.

**Analyse de sensibilité****Analyse de sensibilité de la dette actuarielle au Royaume-Uni**

L'impact d'une variation de 50 points de base du taux d'actualisation et du taux d'inflation sur la dette actuarielle au Royaume-Uni, qui représente 72 % du total des dettes actuarielles du Groupe au 31 décembre 2011, est présenté ci-dessous :

en millions d'euros

	Impact	Dette actuarielle
<b>Dette actuarielle au 31 décembre 2011</b>		<b>2 187</b>
Hausse du taux d'actualisation de 50 points de base	(204)	1 983
Diminution du taux d'actualisation de 50 points de base	236	2 423
Hausse du taux d'inflation de 50 points de base	194	2 381
Diminution du taux d'inflation de 50 points de base	(200)	1 987

**Analyse de sensibilité des coûts médicaux**

Les coûts médicaux concernent uniquement le Canada. Sur les exercices 2009, 2010 et 2011, une variation théorique de 1 % de leur taux d'évolution aurait un effet au compte de résultat (coût

des services rendus et intérêts financiers) de plus ou moins 2 millions d'euros et, sur l'engagement dans l'état de la situation financière consolidée, un effet variant de moins 13 millions d'euros à plus 16 millions d'euros pour 2011.

## NOTE 21 – PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

<i>en millions d'euros</i>	2009	2010	2011
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>65</b>	<b>49</b>	<b>66</b>
Dotations	24	42	34
Reprises pour utilisation	(10)	(8)	(13)
Reprises pour non utilisation	(37)	(19)	(31)
Autres	7	2	7
<b>AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>49</b>	<b>66</b>	<b>63</b>

Au 31 décembre 2011, les provisions courantes (48 millions d'euros) et non courantes (15 millions d'euros) concernent principalement des risques sur projets et contrats pour un montant de 46 millions d'euros (46 millions d'euros au 31 décembre 2010) et des risques liés à des litiges sociaux et fiscaux pour un montant de 17 millions d'euros (20 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Les dotations de l'exercice concernent essentiellement des projets d'infogérance et d'intégration de systèmes, et des litiges sociaux et fiscaux. Les reprises de l'exercice sont notamment liées à des dénouements positifs de litiges clients.

## NOTE 22 – AUTRES DETTES NON COURANTES

<b>Au 31 décembre</b> ( <i>en millions d'euros</i> )	Notes	2009	2010	2011
Réserves spéciales de participation		66	68	61
Instruments dérivés	19	3	2	15
Dettes sur acquisitions de sociétés	2	6	189	219
Divers		20	20	27
<b>AUTRES DETTES NON COURANTES</b>		<b>95</b>	<b>279</b>	<b>322</b>

Au 31 décembre 2011, les dettes sur acquisitions de sociétés se composent des compléments de prix consentis lors de certaines acquisitions et des droits de vente octroyés aux actionnaires minoritaires de la société CPM Braxis pour 479 millions de réals brésiliens (198 millions d'euros au 31 décembre 2011). La variation des droits de ventes s'explique par la prise en compte d'ajustements de prix, de l'effet de la désactualisation sur le droit de vente initial et par la comptabilisation d'un droit de vente supplémentaire pour 34 millions d'euros (cf. Note 2 – Evolution du périmètre).

Au 31 décembre 2011, la ligne « Divers » comprend un montant de 11 millions d'euros correspondant à une dette de sécurité sociale de la société CPM Braxis qui a fait l'objet sur l'exercice 2011 d'un accord définitif de paiement sur 15 ans par l'administration fiscale Brésilienne dans le cadre d'un programme optionnel de régularisation et de récupération de créances fiscales intitulé « REFIS » mis en œuvre à partir d'avril 2000.

## NOTE 23 – DETTES OPÉRATIONNELLES

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2009	2010	2011
Fournisseurs	812	957	944
Taxes	327	405	378
Personnel	853	924	1 002
Divers	34	19	16
<b>DETTES OPÉRATIONNELLES</b>	<b>2 026</b>	<b>2 305</b>	<b>2 340</b>

## NOTE 24 – AUTRES DETTES COURANTES

Au 31 décembre (en millions d'euros)	Notes	2009	2010	2011
Réserves spéciales de participation		10	21	18
Instruments dérivés	19	4	10	51
Dettes sur acquisitions de sociétés	2	5	6	14
Divers		24	43	54
<b>AUTRES DETTES COURANTES</b>		<b>43</b>	<b>80</b>	<b>137</b>

Au 31 décembre 2011, la ligne « Divers » comprend 29 millions d'euros qui correspondent à des litiges sociaux de la filiale brésilienne CPM Braxis S.A. Ces contentieux sont couverts pour

la partie non provisionnée à la date d'acquisition par une clause de garantie incluse dans le contrat d'acquisition.

## NOTE 25 – INFORMATION SECTORIELLE

Comme indiqué en Note 1-R – Principes comptables : Secteurs opérationnels, l'information sectorielle est donnée selon les zones géographiques définies ci-dessous (section I. Information par zone géographique) et complétée en section II d'informations relatives au chiffre d'affaires et à la marge opérationnelle des 4 métiers du Groupe.

### Information par zone géographique

Le Groupe exerce son activité dans huit zones géographiques détaillées ci-dessous :

Zones géographiques	Pays
Amérique du Nord	Canada, États-Unis
France	France, Maroc
Royaume-Uni et Irlande	Irlande, Royaume-Uni
Benelux	Belgique, Luxembourg, Pays-Bas
Europe du Sud et Amérique Latine	Argentine, Brésil, Chili, Espagne, Guatemala, Italie, Mexique, Portugal
Pays nordiques	Danemark, Finlande, Norvège, Suède
Allemagne et Europe Centrale	Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Suisse
Asie Pacifique	Australie, Chine, Inde, Philippines, Singapour, Vietnam, Emirats Arabes Unis

## Analyse du compte de résultat par zone géographique

<b>EXERCICE 2011</b>													
<i>en millions d'euros</i>		Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué <sup>(1)</sup>	Élimination	Total	
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>													
- hors Groupe <sup>(2)</sup>		1 805	2 138	1 945	1 266	1 000	635	626	278	-	-	9 693	
- inter-zones géographiques		78	162	125	52	41	26	132	537	-	(1 153)	-	
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL</b>		<b>1 883</b>	<b>2 300</b>	<b>2 070</b>	<b>1 318</b>	<b>1 041</b>	<b>661</b>	<b>758</b>	<b>815</b>	<b>-</b>	<b>(1 153)</b>	<b>9 693</b>	
<b>Marge opérationnelle <sup>(2)</sup></b>		<b>159</b>	<b>187</b>	<b>139</b>	<b>94</b>	<b>30</b>	<b>46</b>	<b>43</b>	<b>83</b>	<b>(68)</b>	<b>-</b>	<b>713</b>	
<i>% du chiffre d'affaires</i>		8,8	8,7	7,1	7,4	3,0	7,2	6,9	n.a.	-	-	7,4	
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>153</b>	<b>153</b>	<b>124</b>	<b>62</b>	<b>11</b>	<b>42</b>	<b>36</b>	<b>82</b>	<b>(68)</b>	<b>-</b>	<b>595</b>	
												Coût de l'endettement financier (net)	(65)
												Autres produits financiers	64
												Autres charges financières	(104)
												Charge d'impôt	(101)
												Résultat des entreprises associées	-
												<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>389</b>
												Intérêts minoritaires	15
												<b>PART DU GROUPE</b>	<b>404</b>

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constituée de sous-traitance interne réalisée en Inde.

<b>EXERCICE 2010</b>													
<i>en millions d'euros</i>		Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué <sup>(1)</sup>	Élimination	Total	
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>													
- hors Groupe <sup>(2)</sup>		1 665	1 931	1 912	1 314	599	543	534	199	-	-	8 697	
- inter-zones géographiques		58	117	83	43	42	21	117	456	-	(937)	-	
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL</b>		<b>1 723</b>	<b>2 048</b>	<b>1 995</b>	<b>1 357</b>	<b>641</b>	<b>564</b>	<b>651</b>	<b>655</b>	<b>-</b>	<b>(937)</b>	<b>8 697</b>	
<b>Marge opérationnelle <sup>(2)</sup></b>		<b>86</b>	<b>127</b>	<b>150</b>	<b>127</b>	<b>19</b>	<b>36</b>	<b>48</b>	<b>61</b>	<b>(67)</b>	<b>-</b>	<b>587</b>	
<i>% du chiffre d'affaires</i>		5,2	6,6	7,9	9,7	3,1	6,6	9,0	n.a.	-	-	6,8	
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>76</b>	<b>106</b>	<b>132</b>	<b>106</b>	<b>6</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>60</b>	<b>(67)</b>	<b>-</b>	<b>489</b>	
												Coût de l'endettement financier (net)	(54)
												Autres produits financiers	22
												Autres charges financières	(55)
												Charge d'impôt	(124)
												Résultat des entreprises associées	-
												<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>278</b>
												Intérêts minoritaires	2
												<b>PART DU GROUPE</b>	<b>280</b>

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constituée de sous-traitance interne réalisée en Inde.

<b>EXERCICE 2009</b>													
<i>en millions d'euros</i>		Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué <sup>(1)</sup>	Élimination	Total	
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>													
- hors Groupe <sup>(2)</sup>		1 590	1 949	1 852	1 397	434	488	531	130	-	-	8 371	
- inter-zones géographiques		39	98	64	33	33	12	93	358	-	(730)	-	
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL</b>		<b>1 629</b>	<b>2 047</b>	<b>1 916</b>	<b>1 430</b>	<b>467</b>	<b>500</b>	<b>624</b>	<b>488</b>	<b>-</b>	<b>(730)</b>	<b>8 371</b>	
<b>Marge opérationnelle <sup>(2)</sup></b>		<b>77</b>	<b>121</b>	<b>165</b>	<b>122</b>	<b>10</b>	<b>35</b>	<b>51</b>	<b>69</b>	<b>(55)</b>	<b>-</b>	<b>595</b>	
% du chiffre d'affaires		4,9	6,2	8,9	8,7	2,3	7,3	9,7	n.a.	-	-	7,1	
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>55</b>	<b>65</b>	<b>137</b>	<b>30</b>	<b>(9)</b>	<b>21</b>	<b>27</b>	<b>63</b>	<b>(56)</b>	<b>-</b>	<b>333</b>	
												Coût de l'endettement financier (net)	(43)
												Autres produits financiers	75
												Autres charges financières	(125)
												Charge d'impôt	(61)
												Résultat des entreprises associées	(1)
												<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>178</b>
												<b>PART DU GROUPE</b>	<b>178</b>

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie-Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constituée de sous-traitance interne réalisée en Inde.

### Analyse des charges d'amortissement et des charges sans contrepartie en trésorerie incluses dans la marge opérationnelle

<b>EXERCICE 2011</b>											
<i>en millions d'euros</i>		Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Total
Charges d'amortissement		(33)	(29)	(30)	(21)	(22)	(12)	(15)	(26)	-	(188)
Dotations nettes aux provisions <sup>(1)</sup>		3	7	(11)	2	(3)	-	(5)	5	-	(2)
<b>TOTAL</b>		<b>(30)</b>	<b>(22)</b>	<b>(41)</b>	<b>(19)</b>	<b>(25)</b>	<b>(12)</b>	<b>(20)</b>	<b>(21)</b>	<b>-</b>	<b>(190)</b>

(1) Ce compte inclut les provisions pour créances douteuses et les provisions courantes et non courantes (position nette des dotations et reprises).

<b>EXERCICE 2010</b>											
<i>en millions d'euros</i>		Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Total
Charges d'amortissement		(35)	(27)	(28)	(29)	(11)	(11)	(13)	(20)	-	(174)
Dotations nettes aux provisions <sup>(1)</sup>		10	(7)	(11)	6	(1)	(1)	(5)	(3)	-	(12)
<b>TOTAL</b>		<b>(25)</b>	<b>(34)</b>	<b>(39)</b>	<b>(23)</b>	<b>(12)</b>	<b>(12)</b>	<b>(18)</b>	<b>(23)</b>	<b>-</b>	<b>(186)</b>

(1) Ce compte inclut les provisions pour créances douteuses et les provisions courantes et non courantes (position nette des dotations et reprises).

<b>EXERCICE 2009</b>											
<i>en millions d'euros</i>		Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Total
Charges d'amortissement		(36)	(26)	(26)	(28)	(6)	(6)	(18)	(18)	-	(164)
Dotations nettes aux provisions <sup>(1)</sup>		(6)	-	(4)	(4)	(1)	1	(1)	3	-	(12)
<b>TOTAL</b>		<b>(42)</b>	<b>(26)</b>	<b>(30)</b>	<b>(32)</b>	<b>(7)</b>	<b>(5)</b>	<b>(19)</b>	<b>(15)</b>	<b>-</b>	<b>(176)</b>

(1) Ce compte inclut les provisions pour créances douteuses et les provisions courantes et non courantes (position nette des dotations et reprises).

### Analyse des actifs et passifs par zone géographique

L'implantation des actifs dans le Groupe correspond à la localisation des clients, exception faite des centres d'externalisation tels que l'Inde.

AU 31 DÉCEMBRE 2011												
<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Europe du Sud et Amérique Latine	Pays nordiques	Allemagne et Europe Centrale	Asie Pacifique	Non alloué	Élimination	Total	
Actifs par zone géographique												
- hors Groupe	1 154	2 081	1 184	1 146	857	380	464	314	51	-	7 631	
- inter-zones géographiques	38	101	52	23	24	11	36	106	35	(426)	-	
<b>TOTAL DES ACTIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE</b>	<b>1 192</b>	<b>2 182</b>	<b>1 236</b>	<b>1 169</b>	<b>881</b>	<b>391</b>	<b>500</b>	<b>420</b>	<b>86</b>	<b>(426)</b>	<b>7 631</b>	
											Impôts différés actifs	1 020
											État – Impôt sur les bénéfices	55
											Actifs de gestion de trésorerie	73
											Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 223
											Instruments dérivés	12
											<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>11 014</b>
Passifs par zone géographique :												
- hors Groupe	607	1 053	1 388	336	554	207	218	186	7		4 556	
- inter-zones géographiques	78	84	71	47	18	19	28	42	32	(419)	-	
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE</b>	<b>685</b>	<b>1 137</b>	<b>1 459</b>	<b>383</b>	<b>572</b>	<b>226</b>	<b>246</b>	<b>228</b>	<b>39</b>	<b>(419)</b>	<b>4 556</b>	
											Capitaux propres	4 283
											Impôts différés passifs	183
											Dettes d'impôt courant	89
											Dettes financières et découverts bancaires	1 837
											Instruments dérivés	66
											<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>11 014</b>







## Information par métier

Les prestations du Groupe s'organisent autour de quatre métiers :

- le Conseil, qui a pour mission de contribuer à l'amélioration des performances des entreprises clientes grâce à une connaissance approfondie de leurs activités et de leurs processus (« Consulting Services »),
- l'Intégration de systèmes qui consiste à planifier, concevoir et développer des systèmes et des applications informatiques (« Technology Services »),
- les Services informatiques de proximité, qui exercent au sein même de l'entreprise cliente une activité d'accompagnement et de support des équipes informatiques internes (« Local Professional Services »),
- l'Infogérance, qui consiste à gérer tout ou partie de l'informatique d'une entreprise ou de ses processus métier (« Outsourcing Services »).

### Analyse du chiffre d'affaires par métier

en millions d'euros	2009		2010		2011	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	558	7	511	6	515	5
Intégration de systèmes	3 345	40	3 610	42	4 020	41
Services informatiques de proximité	1 419	17	1 418	16	1 518	16
Infogérance	3 049	36	3 158	36	3 640	38
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>8 371</b>	<b>100</b>	<b>8 697</b>	<b>100</b>	<b>9 693</b>	<b>100</b>

### Analyse de la marge opérationnelle par métier

en millions d'euros	2009		2010		2011	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	64	11,4	56	10,9	62	12,0
Intégration de systèmes	230	6,9	242	6,7	273	6,8
Services informatiques de proximité	138	9,7	131	9,2	166	10,9
Infogérance	218	7,2	225	7,1	280	7,7
Non alloué	(55)	-	(67)	-	(68)	-
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE</b>	<b>595</b>	<b>7,1</b>	<b>587</b>	<b>6,8</b>	<b>713</b>	<b>7,4</b>

## NOTE 26 – EFFECTIFS

### Effectifs moyens par zone géographique

	2009		2010		2011	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	8 032	9	8 265	8	9 039	8
France	20 496	23	19 828	21	20 614	18
Royaume-Uni et Irlande	8 042	9	8 167	8	8 700	8
Benelux	11 795	13	10 877	11	10 508	9
Europe du Sud et Amérique Latine	7 939	9	9 863	10	15 505	14
Pays nordiques	3 894	4	3 850	4	4 292	4
Allemagne et Europe Centrale	7 649	8	7 853	8	8 375	7
Asie Pacifique	22 230	25	28 696	30	37 150	32
Non alloué	161	-	172	-	171	-
<b>EFFECTIFS MOYENS</b>	<b>90 238</b>	<b>100</b>	<b>97 571</b>	<b>100</b>	<b>114 354</b>	<b>100</b>

### Effectifs de fin d'année par zone géographique

Au 31 décembre	2009		2010		2011	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	7 950	9	8 667	8	9 505	8
France	19 865	22	20 107	18	21 571	18
Royaume-Uni et Irlande	7 844	9	8 515	8	8 977	7
Benelux	11 163	12	10 782	10	10 391	9
Europe du Sud et Amérique Latine	8 114	9	14 853	14	16 499	14
Pays nordiques	3 681	4	4 012	4	4 538	4
Allemagne et Europe Centrale	7 724	9	7 928	7	8 962	7
Asie Pacifique	24 008	26	33 655	31	39 097	33
Non alloué	167	-	179	-	167	-
<b>EFFECTIFS DE FIN D'ANNÉE</b>	<b>90 516</b>	<b>100</b>	<b>108 698</b>	<b>100</b>	<b>119 707</b>	<b>100</b>

## NOTE 27 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

### Engagements hors-bilan liés aux activités opérationnelles du Groupe

#### Engagements donnés sur contrats clients

Pour un certain nombre de grands contrats, le Groupe a été amené à mettre en place des garanties de performance et/ou financières, notamment concernant les contrats signés avec HM Revenue & Customs, Schneider Electric Industries, Euroclear, Metropolitan Police, Ontario Power Generation Inc., Environment Agency, Renault S.A. et The Secretary of State for Work & Pensions.

Par ailleurs, certains clients bénéficient :

- de garanties financières limitées émises par le Groupe pour un montant total de 856 millions d'euros au 31 décembre 2011 (631 et 266 millions d'euros aux 31 décembre 2010 et 2009 respectivement),
- de garanties bancaires supportées par le Groupe pour un montant global de 81 millions d'euros au 31 décembre 2011 (91 et 57 millions d'euros aux 31 décembre 2010 et 2009 respectivement).

## Engagements donnés sur locations non résiliables

en millions d'euros	Matériel informatique	Bureaux	Voitures et autres locations non résiliables	Total
n+1	14	171	63	248
n+2	5	135	45	185
n+3	2	104	27	133
n+4	1	76	10	87
n+5	-	54	-	54
n+6 et années ultérieures	-	111	-	111
<b>31 décembre 2011</b>	<b>22</b>	<b>651</b>	<b>145</b>	<b>818</b>
<b>31 décembre 2010</b>	<b>32</b>	<b>633</b>	<b>140</b>	<b>805</b>
<b>31 décembre 2009</b>	<b>36</b>	<b>687</b>	<b>142</b>	<b>865</b>

Les charges de loyer reconnues en compte de résultat sur l'exercice 2011 s'élèvent à 307 millions d'euros (267 et 262 millions d'euros aux 31 décembre 2010 et 2009 respectivement).

### Autres engagements donnés

Les autres engagements donnés s'élèvent à 121 millions d'euros au 31 décembre 2011 (50 et 53 millions d'euros en 2010 et 2009 respectivement). Ils se composent de :

- des cautions bancaires données à l'occasion de contentieux fiscaux en France, Inde et en Espagne,
- des engagements d'achats fermes de matériel ou de services en Inde et en France.

### Engagements reçus sur contrats clients

Dans le cadre d'un contrat signé en 2010, le Groupe Capgemini a reçu une garantie financière de 67,5 millions d'euros de la part d'un client.

## Engagements hors-bilan liés au financement du Groupe

### Emprunts obligataires

Au titre des OCEANE 2005 et 2009 et du nouvel emprunt obligataire 2011 mentionnés dans la Note 17 – Trésorerie nette, Cap Gemini S.A. s'est engagée à respecter certaines clauses habituelles, et notamment à maintenir les obligations à un rang identique à toutes les autres obligations négociables qui pourraient être émises par la Société (« pari passu »).

### Crédit syndiqué conclu par Cap Gemini S.A. non utilisé à ce jour

Au titre de la ligne de crédit mentionnée dans la Note 17 – Trésorerie nette, Cap Gemini S.A. s'est engagé à respecter les ratios financiers (définis en normes IFRS) suivants :

- un ratio d'endettement net rapporté aux capitaux propres consolidés qui doit être inférieur à tout moment à 1,

- un ratio de couverture du coût de l'endettement financier (net) par la marge opérationnelle consolidée qui doit être supérieur ou égal à 3 au 31 décembre et au 30 juin de chaque année (sur la base des 12 derniers mois écoulés).

Il est précisé qu'aux 31 décembre 2009, 2010 et 2011, le Groupe respectait ces ratios financiers.

La ligne de crédit comporte également des engagements qui limitent la capacité de Cap Gemini S.A. et de ses filiales à engager certaines opérations, notamment consentir des sûretés sur leurs actifs, la cession d'actifs et les fusions ou opérations assimilées. Cap Gemini S.A. s'est en outre engagée à respecter certaines clauses habituelles, notamment le maintien de la ligne de crédit au même rang que les autres dettes financières du Groupe de même nature (« pari passu »).

### Dettes financières garanties par des actifs

Certaines dettes financières sont garanties par des actifs inscrits dans l'état de la situation financière consolidée. Au 31 décembre 2011, ces dettes financières concernent les contrats de location financement pour un montant de 132 millions d'euros.

## Passifs éventuels

Au cours de l'exercice et des exercices précédents, des sociétés du Groupe ont fait l'objet de contrôles fiscaux et parfois de redressements fiscaux. Certains redressements ont été contestés et des procédures contentieuses sont encore en cours à la clôture de l'exercice. Pour l'essentiel, ces contentieux n'ont pas fait l'objet de provisions dans les comptes consolidés.

## NOTE 28 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

### Entreprises associées

Il s'agit des entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Au 31 décembre 2011, le Groupe ne consolide plus aucune société selon cette méthode, suite au rachat des 51,17 % additionnels en 2010 des titres de la société SSS Holdings Corporation Ltd. Les transactions effectuées avec ces entreprises associées au cours de l'exercice 2009 ont été réalisées sur une base de prix de marché et leur volume n'est pas significatif.

### Autres parties liées

Au cours de l'exercice 2011, aucune opération significative n'a été réalisée avec :

- des actionnaires détenant un droit de vote significatif dans le capital de Cap Gemini S.A.,
- des membres des organes de direction y compris les administrateurs et les censeurs,

- des entités sur lesquelles un des principaux dirigeants exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable ou détient un droit de vote significatif.

Par ailleurs, depuis l'acquisition de CPM Braxis le 6 octobre 2010, il est à noter que Bradesco S.A., actionnaire minoritaire est également le premier client de CPM Braxis et représente 45 % de son chiffre d'affaires.

### Rémunération des membres de la direction générale

Le tableau ci-dessous donne le détail des rémunérations dues au titre de l'année 2011 aux membres de la direction générale du Groupe présents à la clôture de chaque exercice, soit 20 personnes en 2011, contre 21 personnes en 2010, et au Président du Conseil d'Administration, ainsi que les jetons de présence versés aux Administrateurs et Censeurs non salariés.

en milliers d'euros	2009	2010	2011
Avantages à court terme hors charges patronales <sup>(1)</sup>	21 422	18 306	16 253
Dont jetons de présence des administrateurs salariés <sup>(2)</sup>	-	-	-
Dont jetons de présence des administrateurs et censeurs non salariés <sup>(3)</sup>	534	699	722
Avantages à court terme : charges patronales	4 133	3 300	3 640
Avantages postérieurs à l'emploi <sup>(4)</sup>	909	674	623
Rémunération en actions <sup>(5)</sup>	1 741	2 183	2 456

(1) Inclut les salaires bruts, rémunérations, primes, intéressement, jetons de présence et avantages en nature.

(2) Pour rappel, les administrateurs salariés (Serge Kampf et Paul Hermelin) ont abandonné en 2009, 2010 et 2011 leurs jetons de présence.

(3) 14 en 2009, 13 en 2010 et 13 en 2011.

(4) Ce montant comprend principalement des indemnités conventionnelles de départ en retraite.

(5) Ce montant correspond à la charge annuelle liée aux attributions d'options de souscription d'actions ainsi qu'aux attributions d'actions de performance.

## NOTE 29 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le remboursement total des 9 460 810 obligations restantes de l'OCEANE 2005 est intervenu le 2 janvier 2012 pour un montant de 400 millions d'euros (y compris les intérêts courus non échus au 31 décembre 2011).

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de verser aux actionnaires de Cap Gemini S.A., au titre de l'exercice 2011, un dividende de 1 euro par action, contre 1 euro par action au titre de 2010 et 0,80 euro par action au titre de 2009.

## NOTE 30 – LISTE PAR PAYS DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

IG = Intégration globale  
ME = Mise en équivalence  
IP= Intégration proportionnelle

Pays	Sociétés Consolidées au 31 décembre 2011	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
ALLEMAGNE	Capgemini Deutschland GmbH	100,00 %	IG
	Capgemini Deutschland Holding GmbH	100,00 %	IG
	Capgemini Outsourcing Services GmbH	100,00 %	IG
	Sogeti Deutschland GmbH	100,00 %	IG
	Cap Gemini Telecom Media & Networks Deutschland GmbH	100,00 %	IG
	Sogeti High Tech GmbH	100,00 %	IG
	IBX Deutschland GmbH	100,00 %	IG
	Portum AG	100,00 %	IG
	I&S IT-Beratung & Service GmbH	100,00 %	IG
	CS Consulting GmbH	100,00 %	IG
ARGENTINE	Capgemini Argentina S.A.	100,00 %	IG
AUSTRALIE	Capgemini Australia Pty Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services Australia Pty Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services Australia Pty Ltd.	100,00 %	IG
AUTRICHE	Capgemini Consulting Österreich AG	100,00 %	IG
BELGIQUE	Capgemini Belgium N.V./S.A.	100,00 %	IG
	Sogeti Belgium S.A.	100,00 %	IG
BRÉSIL	Capgemini do Brasil, Serviços de Consultoria e Informática Ltda.	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services Brasil – Assessoria Empresarial Ltda.	100,00 %	IG
	Consultoria de Gestao Gemini Ltda.	100,00 %	IG
	CPM Braxis S.A.	61,10 %	IG
	CPM Braxis ERP Tecnologia da Informação Ltda.	61,10 %	IG
	CPM Braxis Outsourcing S.A.	61,10 %	IG
CANADA	Capgemini Canada Inc.	100,00 %	IG
	Inergi LP	100,00 %	IG
	New Horizons System Solutions LP	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services Canada Inc.	100,00 %	IG
	Gestion Cap Gemini Quebec Inc.	100,00 %	IG
	Société en Commandite Cap Gemini Quebec	100,00 %	IG
CHILI	Capgemini Business Services Chile Ltda.	100,00 %	IG
CHINE	Capgemini (China) Co. Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Hong Kong Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services (China) Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services (Asia) Ltd.	100,00 %	IG
	Strategic Systems Solutions Hangzhou (China) Ltd.	100,00 %	IG
	Praxis Technology Co.Ltd.	100,00 %	IG
DANEMARK	Capgemini Danmark AS	100,00 %	IG
	Sogeti Danmark AS	100,00 %	IG
	IBX Danmark AS	100,00 %	IG
ÉMIRATS ARABES UNIS	Capgemini Middle East FZ LLC	100,00 %	IG
	Thesys Technologies Middle East FZE	100,00 %	IG
	Thesys Technologies LLC	49,00 %	IG
ESPAGNE	Capgemini España, S.L.	100,00 %	IG
	Sogeti España, S.L.	100,00 %	IG
	Prosodie Ibérica	100,00 %	IG

IG = Intégration globale  
 ME = Mise en équivalence  
 IP= Intégration proportionnelle

Pays	Sociétés Consolidées au 31 décembre 2011	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
ÉTATS-UNIS	Capgemini America Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini US LLC	100,00 %	IG
	Capgemini North America Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Technologies LLC	100,00 %	IG
	Capgemini Government Solutions LLC	100,00 %	IG
	Sogeti USA LLC	100,00 %	IG
	Capgemini Energy LP	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services International Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services USA Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services Europe Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services Japan Inc.	100,00 %	IG
	IBX North America Inc.	100,00 %	IG
	CPM Braxis USA Corp.	61,10 %	IG
Capgemini Business Services USA LLC	100,00 %	IG	
FINLANDE	Capgemini Finland Oy	100,00 %	IG
	Sogeti Finland Oy	100,00 %	IG
	IBX Finland Oy	100,00 %	IG
FRANCE	Cap Gemini S.A.	Société mère	IG
	Capgemini France S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Gouvieux S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Service S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Université S.A.S.	100,00 %	IG
	Immobilière Les Fontaines S.A.R.L.	100,00 %	IG
	SCI Paris Etoile	100,00 %	IG
	Capgemini Consulting S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Technology Services S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Outsourcing Services S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini OS Electric S.A.S.	100,00 %	IG
	Plaisir Informatique S.A.R.L.	100,00 %	IG
	Cap Sogeti 2005 S.A.S.	100,00 %	IG
	IBX France S.A.R.L.	100,00 %	IG
	Sogeti S.A.S.	100,00 %	IG
	Sogeti France S.A.S.	100,00 %	IG
	Sogeti Corporate Services S.A.S	100,00 %	IG
	Sogeti High Tech S.A.S.	100,00 %	IG
	Artesys S.A.	100,00 %	IG
	Prosodie France S.A.	100,00 %	IG
Internet FR	100,00 %	IG	
GUATEMALA	Capgemini Business Services Guatemala S.A.	100,00 %	IG
HONGRIE	Capgemini Magyarorszag Kft	100,00 %	IG
INDE	Capgemini Business Services (India) Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini India Private Ltd.	100,00 %	IG
IRLANDE	Sogeti Ireland Ltd.	100,00 %	IG
ITALIE	Capgemini Italia S.p.A.	100,00 %	IG
	AIVE SPA	100,00 %	IG
	AIVEBS SPA	100,00 %	IG
	AIVE BST SPA	100,00 %	IG
	ENTERPRIME CONSULTING SPA	81,00 %	IG
	ENTERPRIME FINANCE SRL	51,00 %	IG
	REALTA' INFORMATCA SRL	51,00 %	IG

IG = Intégration globale  
 ME = Mise en équivalence  
 IP= Intégration proportionnelle

<b>Pays</b>	<b>Sociétés Consolidées au 31 décembre 2011</b>	<b>Pourcentage d'intérêt</b>	<b>Méthode d'intégration</b>
<b>LUXEMBOURG</b>	Sogeti Luxembourg S.A.	100,00 %	IG
	Sogeti PSF S.A.	100,00 %	IG
	Capgemini Reinsurance International	100,00 %	IG
	Capgemini Reinsurance Company S.A.	100,00 %	IG
<b>MALAISIE</b>	Capgemini Services Malaysia Sdn Bhd	100,00 %	IG
<b>MAROC</b>	Capgemini Technology Services Maroc S.A.	100,00 %	IG
<b>MEXIQUE</b>	Capgemini Mexico S. de R.L. de C.V.	100,00 %	IG
<b>NORVÈGE</b>	Capgemini Norge AS	100,00 %	IG
	Sogeti Norge AS	100,00 %	IG
	IBX Norge AS	100,00 %	IG
<b>PAYS-BAS</b>	Capgemini Interim Management B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Nederland B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Educational Services B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini N.V.	100,00 %	IG
	Sogeti Nederland B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Retail Solutions B.V.	100,00 %	IG
	Independent Interim v.o.f	50,00 %	IP
<b>PHILIPPINES</b>	Capgemini Phillipines SBOS	100,00 %	IG
<b>POLOGNE</b>	Capgemini Polska Sp z.o.o.	100,00 %	IG
<b>PORTUGAL</b>	Capgemini Portugal, Serviços de Consultoria e Informatica S.A.	100,00 %	IG
<b>RÉP. TCHEQUE</b>	Capgemini Czech Republic S.r.o.	100,00 %	IG
<b>ROUMANIE</b>	Capgemini Services Romania s.r.l.	100,00 %	IG
	IBX Software Development s.r.l.	100,00 %	IG
<b>ROYAUME-UNI</b>	Capgemini UK Plc.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services UK Ltd.	100,00 %	IG
	Strategic Systems Solutions Ltd.	100,00 %	IG
	Sogeti UK Ltd.	100,00 %	IG
	IBX UK Ltd.	100,00 %	IG
<b>SINGAPOUR</b>	Capgemini Singapore Pte Ltd.	100,00 %	IG
<b>SLOVAQUIE</b>	Capgemini Slovensko, S.r.o.	100,00 %	IG
<b>SUÈDE</b>	Capgemini AB	100,00 %	IG
	Capgemini Sverige AB	100,00 %	IG
	Sogeti Sverige AB	100,00 %	IG
	IBX Group AB	100,00 %	IG
	Skvader Systems AB	100,00 %	IG
	Sogeti Sverige Mitt AB	100,00 %	IG
<b>SUISSE</b>	Capgemini Suisse S.A.	100,00 %	IG
	Capgemini SD&M Schweiz AG	100,00 %	IG
	Sogeti Suisse S.A.	100,00 %	IG
<b>VIETNAM</b>	IACP Asia	100,00 %	IG